



le monde

# Libertaire



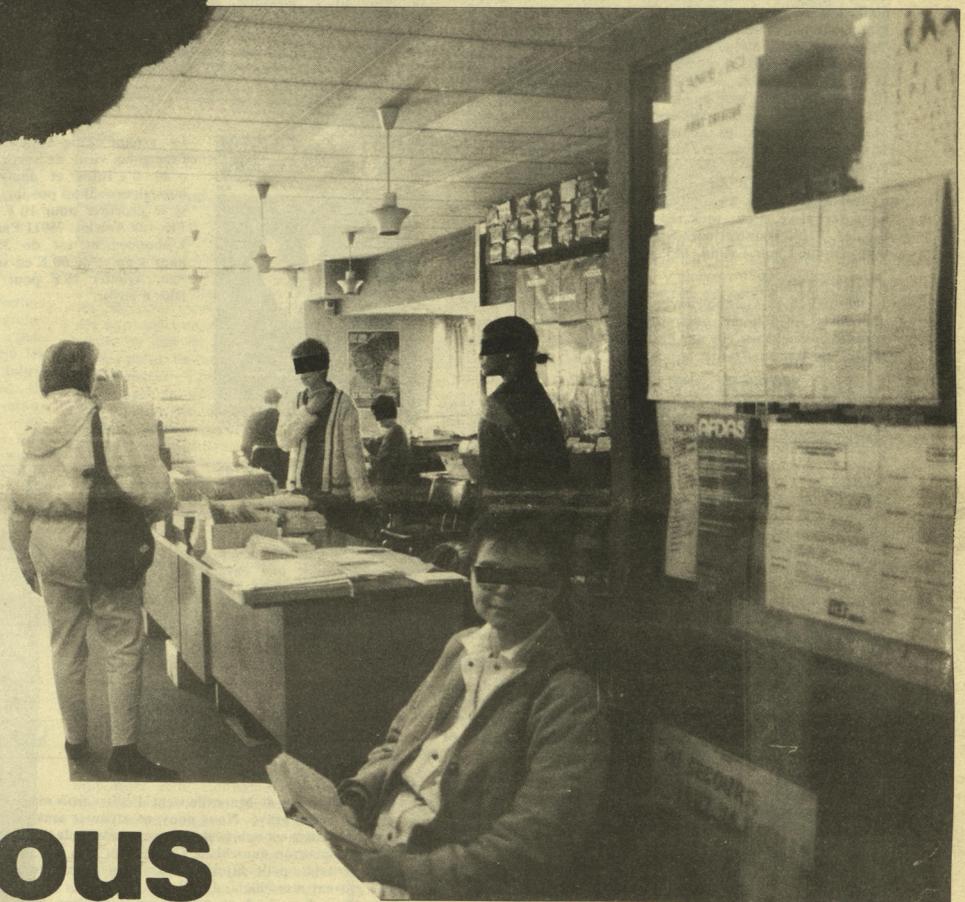
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°666 JEUDI 4 JUIN 1987 8,00 F

## CHÔMAGE

Photo Massimo de Blasio



**Compte tenu  
des variations  
saisonnnières...**

# rendez-vous à la prochaine hausse !

### UNIVERSITÉ

Le rapport Schwartz face  
au projet Devaquet... blanc  
bonnet et bonnet blanc.

PAGE 5

### BILAN SOCIAL

Des militants anarchistes  
analysent les luttes  
de cet hiver...

PAGES 6 ET 7

### ARGUMENTS

Les rapports entre fascisme  
et anarchisme à l'épreuve  
de l'analyse !

PAGE 12

F°P.2520

## communiqués éditions

### • PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

### • EVREUX

Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est en création sur Evreux et sa région. Les personnes intéressées peuvent contacter les relations intérieures qui transmettront.

### • PARIS

Le Groupe libertaire Louise-Michel organise sa fête annuelle le samedi 20 juin 1987, de 14 h à 19 h, place des Abesses, à Paris 18<sup>e</sup>, avec : des jeux pour enfants et adultes ; des expositions ; des films ou des vidéos ; des stands (lycéens, consommateurs, organisations antiracistes, etc.) ; des stands librairie du Monde libertaire et Radio-Libertaire ; des chanteurs !

### • MELUN

Le Groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste invite les libertaires et sympathisants, les syndicalistes, les antinucléaires, les écologistes, les antiracistes et les humanistes de la région (ou d'ailleurs) à venir à la fête de S.E.M.A.P.H.O.R.E. (Seine-et-Marne alternative politique « HOTrem ») rassemblement écologique, association régionale investie dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire » qui se déroulera le vendredi 19 juin de 18 h à 24 h au C.E.E. Sncema de Dammarie-les-Lys (parcours fléché à partir de la gare de Melun).

Seront présents à leurs stands des syndicats en lutte en Seine-et-Marne, des associations, tandis que des groupes musicaux nous feront partager leur talent. Mais aussi, de 20 h 30 à 22 h, un débat sera organisé avec Fider Wolff (député européen vert allemand) qui sera suivi d'une conférence de presse. Enfin, sont prévus spectacle et jeux d'enfants. Bien sûr, on pourra manger et boire sur place. Pour tous renseignements : « Sémaphore », B.P. 64, 77190 Dammarie-les-Lys, ou librairie du Monde libertaire, groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### • GRENOBLE

La liaison F.A. de Grenoble invite les gens intéressés par les idées anarchistes, et désirant construire autre chose sur ces bases, à prendre contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

### • SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

La liaison Saint-Médard-en-Jalles (près de Bordeaux) vous informe qu'une vente du « Monde libertaire » se tient tous les samedis matin, au marché de Saint-Médard-en-Jalles, de 10 h à 12 h.

### • LILLE

On peut contacter le groupe Benoît-Brouchoux 24 heures sur 24 en faisant le (16) 20.47.62.65 (répondeur téléphonique). « La Voix sans maître », émission du groupe, a lieu tous les vendredis de 21 h à 23 h sur Radio-Campus (99.6 MHz). Tél. du studio : 20.91.24.00.

Par ailleurs, le groupe assure des permanences et des ventes du « Monde libertaire » le mardi de 19 h à 21 h au Centre culturel libertaire ; le mercredi, de 12 h 30 à 13 h 30 à la fac de Lettres ; le vendredi, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare ; et le dimanche de 11 h à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes.

Le Centre culturel libertaire « Benoît-Brouchoux » a besoin de votre aide. Souscrire est plus que jamais nécessaire afin de permettre à l'anarchisme de s'ancrer durablement dans la réalité sociale et culturelle de la région Nord/Pas-de-Calais (chèques à l'ordre de « Cercle d'études sociales », C.C.P. n°7 806 13 M Lille, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille. Métro Fives).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
N°..... Rue.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement  Cheque postal  Réabonnement  Cheque bancaire  Abonnement de soutien  Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

### • ANGERS

Le n°11 d'« Alternative libertaire 49 », journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 2,20 F (en timbre) ou mieux s'abonner : quatre numéros, 25 F. Chèques à l'ordre de A.D.E.I.R., à envoyer au 8, rue Buffon, Angers.

### • BORDEAUX

Le groupe Durruflé de Bordeaux, afin de protester contre la généralisation de la précarité, a réalisé une brochure : « Les S.I.V.P., une aubaine pour les patrons ». Cette brochure est disponible à l'adresse suivante : 7, rue du Muget, 33000 Bordeaux, ou à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (au prix de 2 F l'unité, 7 F 50 les cinq exemplaires ou 15 F les 10 exemplaires).

### • PERPIGNAN



### • MELUN

Le premier numéro de « Vivre ! », feuille d'expression libertaire éditée par le groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste vient de paraître. On peut se le procurer en envoyant une enveloppe timbrée (2,20 F) à la librairie du Monde libertaire, Groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### • MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille vient d'éditer trois modèles de brochures en laiton gravé. Nous pouvons affirmer sans conteste que cette initiative est unique dans le petit monde de l'édition de badges d'inspiration anarchiste. Car ce sont plus que des badges : de véritables petits bijoux amoureuxment exécutés par un artisan graveur marseillais, d'après des maquettes fournies par notre groupe. Le prix de revient en est assez élevé, mais nous avons misé sur la qualité et le caractère exceptionnel d'une telle édition.

Gageons que chacun saura apprécier la noblesse du matériau, la finesse de la gravure et le choix qui est proposé (voir dessins présentés). Ces petites merveilles font 5 cm sur 2 cm. Les creux sont noircis et le tout est recouvert d'une fine couche d'émail transparent pour éviter toute oxydation.



Autant d'arguments qui sauront décider les compagnons et compagnes à commander et par là à soutenir notre groupe. Prix unitaire : 50 F (plus 5 F de frais de port). Cinq exemplaires : 250 F (plus 12,50 F de frais de port). Dix exemplaires : 500 F (exonération des frais de port). Chèques libellés comme suit : C.C.P. 602 46 Z (sans autre mention), à expédier au Groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (en vente aussi lors de nos permanences du samedi de 14 à 17 h).

### Librairie du Monde libertaire

La librairie du Monde libertaire sera exceptionnellement fermée le samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juin, du fait de la tenue du congrès de la Fédération anarchiste.

## débats

### • PARIS

Le groupe Louise-Michel organise le 12 juin, dans son local au 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), une conférence animée par Gaetano Manfredonia sur le sujet « Le retour d'une "certaine France" ». Cette conférence débutera à 20 h et sera précédée, dès 18 h, d'une vidéo et de l'indispensable buffet.

### • SEVRAN-BONDY

Le Groupe Sevrans-Bondy organise une soirée-débat sur le thème : « Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? ». La réunion se tiendra le vendredi 19 juin 1987 (à 20 h 30) au centre A.L.F.A., 152, avenue Gallieni (R.N. 3), Bondy.

### • RENNES

Le groupe de Rennes organise localement la mobilisation pour le rassemblement international antinucléaire du 20 juin à Paris. Des départs en cars sont prévus et nous invitons toutes les personnes intéressées à nous contacter rapidement, lors de notre permanence quotidienne du lundi au jeudi (20 h à 21 h), à la M.J.C. Rennes-Centre, 9, rue de la Paillette (tél. : [16] 99.59.34.07). De plus, nous organisons sur le même sujet une réunion d'information le mercredi 10 juin, à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars.

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3, Social : Emploi, après le dégraissage... la valse, Communiqué, Editio — PAGE 4, Luttes : Coordination des instits, Dominique Lestrat en grève de la faim, O.C.E.-France récidive — PAGE 5, Société : Universités et cohabitation, Cadres C.F.D.T. en conclave, En Bref, C.F.D.T. : d'une grève à un congrès — PAGE 6 ET 7, Social : Analyse des mouvements sociaux de l'hiver 1986-1987 — PAGE 8, Société : Qui a peur à Marseille du quartier Belsunce ? Italiens « gros calibres » : mensonges en série — PAGE 9, Informations internationales : Panorama de la presse libertaire, U.R.S.S., Brèves — PAGE 10, Société : Soutien à Eric Hébert, Fête antibeauf à Thionville, Nouvelles du Front, Le jour de la dernière nuit — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Cinéma, Notes de lecture — PAGE 12, Arguments : « Goliath, la marche du fascisme ».

## liste des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • GROUPE

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

#### • LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Grenoble — Jura : Roche-lez-Beauregard — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPE

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Anthony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevrans/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

EMPLOI

# Après les dégraissages, la valse...

**C'**ÉTAIT inévitable. A un an des présidentielles il fallait bien, à un moment ou à un autre, que Séguin sorte de sa manche un bulletin de victoire, même modeste. Il fallait bien qu'elle pique du nez cette satanée courbe du chômage, qu'elle se tord, à la tordre, à la marteler avec tous les outils que peut fournir la science statistique.

En avril donc, et ce ne serait pas un poisson, le nombre des demandeurs d'emploi aurait diminué de 16 000 inscrits, en données, cela va de soi, « corrigées des variations saisonnières ». Une crise printanière, en quelque sorte.

### De bien curieux phénomènes !

Selon le Monde, « il se serait produit de curieux phénomènes au cours du mois d'avril » et « les spécialistes invoquent de ténébreux effets de calculs ». Le vénérable journal contribue lui-même à dissiper ces ténèbres en signalant que « les radiations pour absence au contrôle ou non-réponse à convocation auraient fait un bond (13 000 en plus) ». Comme par hasard ! Sans parler des « annulations sur inventaires » (sic) qui ont augmenté de 4 500...

Ajoutons que, dans le même mois, la cohorte des « S.V.I.P. » s'est enrichie de 25 000 unités et celle des « tucistes » de 30 000, soit 55 000 chômeurs en tenue camouflée qui ne figurent pas, ou plus, sur les listes de l'A.N.P.E. Et puis n'oublions pas cette remarquable mesure « en faveur » (mais oui...) des chômeurs de longue durée de 55 ans et plus. Ceux-ci sont généralement dispensés de rechercher du travail, ce qui, à leur âge et dans la conjoncture actuelle, leur fait une belle jambe. En compensation, si l'on ose dire, ces chômeurs-là ne figureront plus sur les listes de l'A.N.P.E. Voilà qui promet de futurs bulletins de victoire pour Philippe Séguin.

En résumé, alors que les médias nous annonçaient que « le chômage a baissé de 0,6% en avril », c'est le nombre d'inscrits à l'A.N.P.E. qui a diminué. Nuance négligeable, sans doute. Et si le chômage officiellement reconnu recule, l'emploi, lui, n'en avance pas pour autant puisqu'en avril les offres ont chuté de 1,6%.

### Le pire est à venir

La « victoire » de M. Séguin n'empêchera pas que les patrons aient des doutes, des états d'âmes, car « le pire serait encore à venir ». C'est le Monde (du 25 mai) qui nous l'explique et qui, avec sa distinction coutumière, nous annonce des licenciements sur « mesure »... Et

l'un de ses rédacteurs — des gens dont on ne sait jamais s'ils sont les conseillers attirés des couches dirigeantes ou, plus simplement, leurs porte-plume préférés — nous explique qu'il « faudrait désormais licencier les salariés les moins compétents pour embaucher du personnel qualifié... Demain, il faudra encore se débarrasser de membres du personnel et, cette fois, sans pouvoir se cacher derrière l'alibi des sureffectifs. A la phase quantitative des suppressions d'emplois, pré-tendent certains, doit succéder celle des évictions sur des critères qualitatifs. »

M. Bidegain, directeur des affaires sociales de Saint-Gobain est inquiet : « Il faudra, dit-il, expliquer à un salarié qu'il est licencié pour être remplacé par un autre, plus qualifié et mieux adapté. Cela sera autrement difficile que de lui dire de partir parce que son poste disparaît... »

Et le Monde de commenter : « Depuis des mois maintenant, M. Bidegain va de réunion en colloque pour appeler chacun à prendre conscience du phénomène qu'il voit poindre... »

### 3,5 millions dans le collimateur

C'est ainsi que nous passerons des licenciements de « restructuration » aux licenciements de « permutation ». Nous avons déjà les économiques, les secs et les lubrifiés. On n'arrête pas le progrès... Et pourquoi donc ces « permutations » ? Parce qu'après avoir licencié « à l'aveuglette », il faut penser sérieusement aux investissements permettant d'accroître la productivité. Mais les nouvelles techniques exigent du personnel



Photo Massimo de Blasio

formé, or, 3,5 millions de salariés n'ont pas, actuellement, la formation requise. Ce qui signifie qu'une bonne partie d'entre eux, tous ceux qui ne peuvent répondre aux critères exigés par les nouvelles méthodes de production, devront céder la place. En fait de permutation, il s'agit plutôt de valse...

Bidegain cite l'exemple de Saint-Gobain où, sur 650 salariés, il faudra en virer 400 qui ne sont pas « techniquement capables d'occuper les emplois futurs ».

Le même problème se pose aux usines Peugeot de Sochaux où 7 milliards d'investissement sont prévus d'ici à 1994 pour une « restructuration totale ». Mais 70% des 17 000 ouvriers n'ont aucun diplôme et la direction estime « que chacun doit se prendre en charge pour se mettre à niveau » et s'adapter aux techniques nouvelles. C'est ce qu'elle appelle le « challenge culturel ». Les laissés-pour-compte, c'est évident, seront nombreux.

Les entreprises exigeront aussi des salariés qu'ils fassent preuve d'une « mobilité sectorielle et géographique » satisfaisante. Mais à ce propos, peut-on résister au plaisir de citer une nouvelle fois le Monde rapportant cette confiance d'un responsable d'une fabrique de composants électroniques dont la nouvelle usine est « suffisamment éloignée de celle que nous voulions fermer, afin que les salariés ne soient pas tentés par la mutation qui leur était officiellement offerte », d'où la possibilité de recruter une « main-d'œuvre plus compétitive » !

### Soyons irresponsables !

Des patrons interviewés par le Monde, voilà qui donne un festival de cynisme méritant d'être largement popularisé, car le programme des réjouissances y est clairement annoncé. Mais il ne s'y trouve rien qui puisse nous surprendre. Si, d'une façon générale, les investissements stagnent à un niveau modeste (les détenteurs de capitaux privilégiant les placements financiers), ceux qui sont réalisés constituent beaucoup moins une extension des capacités productives que des opérations de « rationalisation » destinées à augmenter la productivité. Ces installations de pointe doivent être utilisées à plein avec un personnel le plus réduit possible et le plus « performant ». Malheur à ceux qui ne suivent pas. Les patrons éprouvent moins de scrupules à « riblonner » (1) les individus que les machines.

Si l'on ajoute à cela que l'aménagement du temps de travail et l'extension du travail précaire (contrat à durée déterminée, travail tem-

poraire) permettent aux patrons de maintenir les effectifs au niveau minimal, on conçoit que, malgré les bulletins de victoire de Séguin, rien ne permet d'entrevoir une quelconque amélioration de l'emploi, au contraire.

Dans la conclusion de sa remarquable enquête, Alain Lebaube — le plumeur du Monde — prévoit que « si, comme tout porte à le croire, une deuxième vague de licenciements doit déferler après celle justifiée (1) par les restructurations, les pertes d'emplois vont continuer de grossir ». Sa seule inquiétude est que les conditions ne soient pas réunies pour que « ça se passe bien », à cause, en particulier des syndicats trop électoralistes, dépourvus de tout sens des « réalités » et incapables de convaincre « leurs troupes » (sic)...

De cette situation nous déduisons, nous, au contraire, que jamais n'a mieux été démontrée l'inanité du « réalisme » en la matière, le caractère dérisoire de toute « solution » que pourrait avancer un syndicalisme « responsable ». Ce qui ne signifie pas qu'il n'est pas nécessaire de lutter pour des revendications à tout point de vue justifiées, comme la réduction du temps de travail, tout en sachant qu'il faudra un formidable renversement du rapport des forces pour faire reculer sensiblement le chômage. Et que celui-ci ne disparaîtra qu'avec le système qui l'engendre.

Sébastien BASSON

(1) Mettre aux déchetes ; de « riblon » : déchet de ferraille utilisé dans la fabrication de la fonte (N.d.R.).

## Editorial

**A**PRÈS un hiver chaud, le climat social semble à nouveau gagné par la routine. Aujourd'hui la Sécurité sociale est au centre de l'actualité, avec en toile de fond la campagne électorale pour les présidentielles qui s'amorce. Depuis quelques mois on assiste donc au retour des journées et des semaines nationales d'action. A travers ces grand-messes sans lendemain, chaque organisation syndicale tente de mobiliser ses adhérents, teste son audience et joue résolument cavalier seul.

L'heure n'est décidément pas à l'unité syndicale au niveau des appareils dirigeants. Alors, enterrés les mouvements revendicatifs de cet hiver ? Sans lendemains, les aspirations à la démocratie directe et les coordinations ? Rien n'est moins sûr, et en bien des endroits le feu couve sous la cendre. La manifestation organisée par le Syndicat national des instituteurs à Loudun laisse bien des aigreurs chez les enseignants. Le rapport Schwartz sur l'enseignement supérieur, qui reprend les principales dispositions du projet Devaquet, indique clairement qu'aussi bien à gauche qu'à droite le pouvoir entend revenir sur la victoire temporaire du mouvement étudiant. Les sanctions et le mépris qui, un peu partout à la S.N.C.F., s'abattent sur les grévistes de décembre maintiennent la pression et l'éventualité de nouvelles mobilisations.

Partout ailleurs, notamment dans la fonction publique, l'attaque du patronat et du pouvoir est de plus en plus frontale, de plus en plus insupportable. Non seulement le capitalisme se restructure, laissant sur le trottoir de plus en plus de précaires et d'exclus, mais en plus il faudrait que les travailleurs applaudissent des deux mains par réalisme... Devant tant d'arrogance, il ne faut surtout pas courber l'échine mais montrer les dents et inverser le rapport de forces.

La campagne électorale des présidentielles ne bat pas encore son plein, mais tous les jeunes loups politiques sont déjà sur le pied de guerre. Laissons-les à leurs petites querelles politiciennes puisqu'ils ne savent rien faire d'autre, et profitons de l'occasion pour tenter d'imprimer notre marque sur le terrain social. Les soubresauts de l'hiver dernier ont montré que nombreux étaient ceux qui refusaient d'aménager leur misère. Il appartient aux militants révolutionnaires que nous sommes de faire comprendre à tous les exploités que seule une rupture radicale avec le système capitaliste pourra enrayer ce phénomène d'exclusion qu'est le chômage.

## Communiqué

La Fédération anarchiste tiendra les 6, 7 et 8 juin prochains son congrès annuel à Angers. Ces trois jours sont l'occasion pour les délégués de confronter leurs expériences, d'analyser leurs actions sur le terrain social et de réfléchir aux orientations et campagnes que les groupes organisés au sein de la F.A. vont entreprendre pour l'année à venir.

Ce 43<sup>e</sup> congrès est particulièrement important dans la mesure où des luttes sociales d'une ampleur inattendue ont eu lieu cet hiver. Ces événements nous laissent penser que jeunes et moins jeunes sont loin d'être unanimes sur le fameux « consensus » cher à nos dirigeants. Au contraire, l'absence de perspectives fait réagir un grand nombre de travailleurs, déçus des promesses démagogiques des uns et des autres.

La campagne pour les élections présidentielles va commencer dans quelques mois. Cela signifie pour nous autres anarchistes une nouvelle occasion de faire entendre la voix des militants révolutionnaires pour qui la solution ne réside pas dans un bulletin de vote, mais avant tout dans l'action directe des travailleurs unis afin de mieux lutter contre le patronat et l'Etat.

Fédération anarchiste

## INSTITUTEURS

Vends coordination, bon état,  
peut encore servir...

MERCREDI 11 février, entre 80 000 et 100 000 instituteurs défilent dans les rues de Paris, dans l'unité la plus large (S.N.I., S.G.E.N.-C.F.D.T., F.O., coordinations) sur l'unique mot d'ordre : retrait du projet de maître-directeur. Dimanche 17 mai, un peu plus de 20 000 instituteurs et P.E.G.C. défilent dans Loudun, dont le maire est Monory, à l'appel du seul S.N.I. Les mots d'ordre : toujours le retrait du statut de maître-directeur, bien sûr, mais aussi les suppressions de poste, la revalorisation du métier, les horaires... c'est la grande braderie de J.-C. Barbarant (secrétaire national du S.N.I.) qui lave plus blanc.

Comment en est-on arrivé là ? Comment la direction nationale du S.N.I. est-elle parvenue à diviser par quatre (au moins) la mobilisation ? L'heure des bilans a évidemment sonné car il n'est plus sérieux d'imaginer un seul instant que Monory reviendra sur ce grade de maître-directeur. Nous ne reprendrons pas l'analyse développée dans

le *Monde libertaire* n°657 sur l'attitude des directions syndicales, et en particulier celle du S.N.I., dont la responsabilité dans l'échec est évidente.

Rappelons simplement que le « plan action » retenu par le S.N.I. national (manifestations inter-académiques, tournantes, manifestation nationale le 17 mai) au plus fort de la mobilisation frisait le ridicule face à la volonté des instituteurs d'en découdre avec Monory. Rappelons aussi et parallèlement l'échec de la grève générale reconductible lancée par la coordination nationale et l'attentisme, malgré tout, des instituteurs face aux ordres du bureau national du S.N.I.

## Les coordinations

Elles sont nées devant l'absence de volonté de lutte du S.N.I., mais également par la volonté de contrôle de la lutte par les intéressés eux-mêmes et pour ne pas suivre les seules consignes des dirigeants départementaux du S.N.I. Dans la



plupart des cas, il ne s'agissait pas d'outils anti-syndicaux mais d'organismes para-syndicaux. Le rôle des syndicats était donc reconnu comme tel. Les deux motivations principales pour la création de ces

coordinations étaient la démocratie directe dans le mouvement et l'unité des personnels (S.N.I., S.G.E.N., F.O., non syndiqués).

L'influence de ces coordinations fut très inégale : de très faibles regroupements (quelques dizaines d'instituteurs seulement) dans certains départements, plusieurs centaines dans d'autres (Paris, Maine-et-Loire, Hérault, Seine-Maritime...). Dans ces derniers, l'influence des coordinations dépassait donc et très largement la poignée de militants habituels regroupés dans l'École émancipée ou dans le S.G.E.N.

L'attitude des directions syndicales face à ces organismes de lutte fut différente d'un syndicat à l'autre et d'un département à l'autre : les S.G.E.N. départementaux ont (la plupart du temps) soutenu et/ou impulsé les coordinations, en liaison ou non avec les groupes de l'École émancipée ; le S.G.E.N. national a soutenu, du bout des lèvres, mais il a soutenu.

Le S.N.I. a tantôt condamné, au niveau national comme au niveau départemental, tantôt « dragué » (notamment les sections communistes U.A., au moment de la manif du 1<sup>er</sup> avril décidée par elles), mais la plupart du temps le S.N.I. a joué la montre et le pourrissement contre les coordinations. Quant à F.O., un fantôme passe... L'articulation, la liaison coordinations/syndicats ne fut pas évidente, tant il est vrai que nombre de responsables des coordinations étaient également des militants du S.N.I. (à l'École émancipée) ou du S.G.E.N.

## Des questions essentielles

Devait-on laisser le monopole de la négociation aux syndicats ? Devait-on affronter le S.N.I. de face ? Autant de problèmes parmi beaucoup d'autres qui furent réglés au coup par coup, dans l'atmosphère survoltée du moment. Et puis des interrogations à court terme et à long terme...

A court terme, fallait-il limiter le combat au seul décret sur les maîtres-directeurs ou élargir la plate-forme ? Oui, si l'on voulait étendre le mouvement (sans être sûr d'y parvenir d'ailleurs), non si l'on ne voulait pas voir noyer le poisson par les directions syndicales.

De plus, stratégiquement, il ne nous semble pas évident, mais alors pas du tout, que les travailleurs soient prêts à un affrontement global contre le pouvoir, y compris dans les diverses catégories du secteur public qui ont bougé cet hiver. L'heure nous semble au contraire à marquer des points, à gagner sur un sujet, à conserver ou à arracher des acquis, mais sur un point précis, comme les étudiants avec Devaquet, pour faire à nouveau la preuve que la lutte peut payer, pour redonner

confiance dans l'action directe sur le lieu de travail.

A long terme, que faire de ces coordinations ? Elles sont aujourd'hui pratiquement toutes éteintes. Celle du Maine-et-Loire a prononcé sa dissolution officielle le 13 mai en invitant les instituteurs à ne pas se rendre à la messe d'enterrement du S.N.I. à Loudun. Devait-on, pouvait-on, le maintenir contre vents et marées ? Tenter de s'en servir comme d'un tremplin pour établir une nouvelle organisation permanente ?

Autant de questions stratégiques essentielles aujourd'hui, à l'heure de la « désyndicalisation de masse », et à partir desquelles les libertaires doivent être en mesure d'élaborer une action commune. Il est patent à ce sujet de constater la forte influence de nos idées, mais aussi de nos militants et sympathisants dans ce mouvement. Personne ne « dirigea » les coordinations, pas plus la L.C.R. que les anarcho-syndicalistes. Il y eut un travail en commun de nombreux militants révolutionnaires, bien sûr. Mais l'on vit surtout s'activer beaucoup de copains, de sympathisants non adhérents à tel ou tel groupe, à telle ou telle organisation.

Le manque de coordination (!) des libertaires fut évident, inutile de le masquer, nous avons au contraire tout à gagner à mettre au grand jour nos carences et nos difficultés. Et les coups de fil entre une poignée de militants ne remplacèrent pas le manque de stratégie cohérente, élaborée auparavant, de rencontres nationales rapides et précises sur des points aussi fondamentaux dans l'action que l'attitude face aux syndicats en fonction de la réalité vécue, l'extension ou non de la plate-forme revendicative, l'appel ou non à la grève générale, etc. Nous avons tous navigué à vue, ou presque, accrochés à nos idées et avec nos pratiques de lutte comme seuls repères. Ce n'est déjà pas si mal, bien sûr... mais « peut mieux faire quand même » !

PATRICK  
(Gr. d'Angers)



## Dominique Lestrat (suite)

CE 22 mai 1987, trois ans après jour pour jour, Dominique Lestrat — éducateur à l'hôpital psychiatrique de Prémontré — recommence une grève de la faim illimitée. Cette fois-ci, il s'est installé dans une salle de la Maison des associations à Laon, en face de la mairie et à quelques centaines de mètres de la préfecture (1).

## Jamais deux sans trois...

Il réclame l'annulation de son troisième licenciement prononcé le 13 mai 1987 par le sieur Imbert, directeur du C.H.S. de Prémontré, licenciement aussi abusif que ceux des 25 avril 1984 et 19 juillet 1985, annulés tous deux par le Tribunal administratif d'Amiens, successivement les 2 juillet 1985 et 24 mars 1987 (voir M.L. n°664, du 21 mai 1987). Outre l'annulation de

ce licenciement scandaleux du 13 mai, Dominique réclame le respect des engagements pris le 3 juillet 1984 par le préfet de l'époque, M. Leroy, au nom du gouvernement.

Ces engagements, qui mettaient un terme à la grève de la faim de 43 jours menée par notre camarade, stipulaient qu'en cas d'annulation du licenciement par le tribunal administratif, la réintégration se ferait sur le poste d'éducateur occupé par Dominique avant le licenciement et à l'hôpital de jour de Laon. En justifiant ce troisième licenciement par des « fautes graves », Imbert ne seulement se débarrasse encore une fois de notre camarade militant de la Fédération anarchiste, mais le prive du droit aux allocations pour perte d'emploi.

Or, quelles sont ces fautes graves ? Le « tuotolement » envers un supérieur hiérarchique qui consti-

tue une faute selon l'éthique de M. Imbert, ancien lieutenant-colonel, récemment décoré chevalier de la Légion d'honneur. Outre le reproche de cette « familiarité », le directeur du C.H.S. reproche à Dominique le fait d'avoir été condamné pour diffamation sur sa personne par le Tribunal correctionnel de Laon en juillet 1986.

## Le préfet au champ

En effet, suite à son second licenciement, Dominique a distribué avec d'autres personnes un tract du comité de soutien dénonçant ce qui se passait dans l'hôpital... Imbert ayant porté plainte, le tribunal de Laon a accepté de reconnaître le caractère diffamatoire de certains passages et accordé une petite peine d'amende... avec sursis. Imbert n'a pas hésité à se servir de cette condamnation très modérée pour justifier ce troisième licenciement, alors même qu'elle n'était que l'aboutissement d'une action visant à dénoncer ses agissements envers Dominique.

Nous connaissons tous Dominique et nous pouvons être sûr que M. Imbert n'en a pas fini avec ce militant de la F.A. Dès l'annonce de l'annulation de son second licenciement par le tribunal administratif, il avait aussitôt écrit au préfet et demandé un rendez-vous pour éviter ce troisième licenciement prévisible de la part d'Imbert qui en fait un point d'honneur (« C'est lui ou moi ! »). Le préfet était donc déjà prévenu qu'en cas de nouveau licenciement, l'affaire reviendrait dans la rue. Il n'a rien fait.

L'affaire est de nouveau dans la rue, depuis le 22 mai 1987, et suscite déjà de nombreuses réactions dans la région (une douzaine d'articles de presse dans les journaux locaux). Faut dire que Dominique y est connu comme le loup noir.

## Gr. Anizy-le-Château

(1) A noter que l'occupation de cette salle qui avait été proposée par le socialiste René Dosière, maire de Laon, à Dominique lors d'une entrevue le 11 mai 1987, vient d'être contestée par lettre en date du 22 mai 1987... par Dosière lui-même. Quand on vous dit que les « politiciens » ne manquent pas de « toupet » !

## O.C.E.-France récidive

O.C.E.-France, filiale française du groupe hollandais O.C.E./Vander-Grinten, vient d'annoncer officiellement au comité central d'entreprise le projet de plan de restructuration concernant 153 postes dont 93 licenciements. Pour cette entreprise employant 950 personnes, c'est le deuxième plan en deux ans. Le premier (voir M.L. n°578 du 6 juin 1985), malgré la lutte du personnel du service livraison de la région parisienne concerné (grèves et manifestation devant le siège), avait entraîné la suppression du service et plusieurs dizaines de licenciements.

Cette fois, ce sont surtout les services administratifs à Montreuil, les agences et le personnel de l'usine de Châteauroux qui sont touchés. Comme il y a deux ans, seule l'augmentation forcée du profit sur le dos des travailleurs motive la direction. En effet, l'entreprise en bonne santé financière dégage de solides bénéfices et ce malgré une « provision complémentaire » pour stock et compte client volontairement démesurée de 8 541 000 F. La direction a même annoncé que ce plan coûtera environ 12 000 000 F.

L'entreprise invoque le manque d'adaptation du personnel administratif et la baisse de production de l'usine. Elle se garde bien de mentionner que c'est la conséquence d'une politique délibérément taxiste en ce qui concerne la formation des administratifs et de nouvelles fabrications génératrices d'emplois. Depuis plus de dix ans, le comité central d'entreprise n'a cessé d'évoquer ces problèmes et la direction a toujours fait la sourde oreille.

Aujourd'hui les travailleurs, par sa faute, se trouvent au pied du mur. Comble d'ironie, la plus-value déagée par chacun cette année a même augmenté de 4%. Malgré les nouvelles lois qui facilitent le licenciement, malgré une démotivation du personnel, les organisations syndicales C.F.D.T., F.O., C.G.T. et C.F.T.C. espèrent bien, avec l'appui d'un débrayage et d'une assemblée générale du personnel, créer un rapport de force capable de renverser la vapeur. A suivre...

LUCIEN

EN 1985, François Mitterrand nommait Laurent Schwartz à la tête du comité national d'évaluation des universités. Le mercredi 13 mai 1987, Schwartz lui remettait la copie du comité sur l'état de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**Trois points sensibles**

Le rapport en lui-même ne semble pas d'un intérêt délirant, les



membres du comité n'ayant pas réussi à se mettre d'accord ont préféré faire une description de l'enseignement supérieur plutôt que de proposer des solutions. En revanche, Schwartz signe la préface du rapport et y développe ses positions. Cet homme de gauche ne peut qu'apporter son soutien aux idées qui furent celles des étudiants et des lycéens lors du mouvement de novembre-décembre, pensez-vous ? Eh bien pas vraiment...

Les trois points principaux du texte de Schwartz sont : sélection à l'entrée de l'université, mise en cause des diplômes nationaux et augmentation des droits d'inscription. Pour mémoire, les trois points du projet Devaquet qui mirent le feu au poudre étaient : la sélection à l'entrée de l'université, la mise en cause des diplômes nationaux et l'augmentation des droits d'inscription. Etrange coïncidence, non ? Mais, alors que le projet Devaquet était d'un flou qui pou-

**UNIVERSITÉS**

**La cohabitation**

vait permettre tout et surtout n'importe quoi, Schwartz a l'avantage d'être précis.

Le D.E.U.G., premier diplôme de l'enseignement supérieur, devrait être divisé en deux branches : un D.E.U.G. où l'étudiant serait pris sur dossier et qui lui permettrait ensuite de poursuivre ses études en licence, et un autre où tous les bacheliers pourraient s'inscrire sans pour autant continuer leurs études après l'obtention du diplôme. Ce serait l'instauration d'un premier cycle à deux vitesses, un pour les doués, l'autre pour la basse racaille.

Bien entendu, les diplômes porteront le nom de l'université bien en évidence, premier pas vers la disparition des diplômes nationaux. Enfin, Schwartz demande l'augmentation à 1 000 francs des droits d'inscription, ce qui ferait une augmentation de plus de 100%.

Certains prétendront que Schwartz n'exprime que son opinion et n'engage aucunement

l'ensemble des sociaux-démocrates. Pourtant, lors de son dernier meeting dans la ville du Mans, Rocard a déclaré que les étudiants avaient eu raison de combattre le projet Devaquet, mais que toutefois le projet ne lui semblait pas si mauvais que ça !

**La politique universitaire de la gauche**

En examinant de près (et même de loin) la période de 1981 à 1986, on s'aperçoit que la politique universitaire de la gauche ressemble à celle de la droite. La sélection se retrouvait à tous les niveaux. Sélection par l'argent, en tout premier lieu. Le budget de l'Education nationale augmentant moins vite que les prix, il fallait bien faire des économies et prendre l'argent là où il est (1).

Ce fut donc l'institutionnalisation des droits d'inscription prohibitifs, le retrait des subventions de l'Etat dans la Sécurité sociale étudiante

puis progressivement des œuvres universitaires, la possibilité aux personnes extérieures de financer l'université (porte ouverte à la privatisation de l'enseignement supérieur), etc. Puis ce fut la création de « super filières », le Magister pour les détenteurs du D.E.U.G. par exemple, où ne pouvaient entrer que les meilleurs et auxquelles étaient et sont encore attribués énormément de crédits, permettant ainsi de former l'élite, qui avec celle des écoles prépa, gouverneront la France de demain.

Que se soit au nom du libéralisme ou de l'idéal (élitisme) républicain, l'université ne fonctionne que pour le capitalisme qui y trouve l'élite qui formera ses cadres et l'étudiant moyen, déresponsabilisé par l'enseignement actuel, qui lui fournira une main-d'œuvre qualifiée facilement exploitable.

Et quand Jospin ose déclarer que l'éducation sera l'un des thèmes de la campagne présidentielle des socialistes, c'est une raison supplémentaire pour prôner l'abstention.

**CHRISTOPHE (C.L.E.A.-Le Mans)**

**MONTPELLIER**

**Cadres C.F.D.T. et patrons new-look**

DANS le cadre (et pour cause) des travaux préparatoires à son congrès, l'U.C.C.-C.F.D.T. (1) a organisé un certain nombre de colloques centrés, à chaque fois, sur un thème lié à la transformation ou à l'émergence « des métiers pour demain ».

Ainsi, après les cadres commerciaux, les informaticiens et les documentalistes, ce fut le tour des formateurs et des métiers de la formation. Cette « party » s'est déroulée dans la nouvelle maison des syndicats de Montpellier... belle bâtisse... trop belle peut-être, résultat de la mégalomanie

d'un édile du P.S. et de l'augmentation des impôts locaux...

**Du beau linge...**

Venons-en au fait, du beau linge pour une table ronde où se côtoient et collaborent cadres et patrons new-look dans un trip consensuel et convivial... où se retrouvent ceux pour qui la cogestion a du sens dans la mesure où elle conforte et augmente le pouvoir des uns en préservant le pouvoir des autres...

Un thème central : la formation-investissement, moyen supplémentaire d'augmenter la productivité, de rentabiliser tant l'investissement matériel que la cervelle et la sueur salariales... Même si N. Notat a réaffirmé, sans force, la nécessité de la formation pour transformer les rapports de travail et permettre l'insertion des demandeurs d'emploi, la C.F.D.T. semble avoir oublié qu'il s'agit pour nous, comme l'écrivit Pelloulier, « d'instruire pour révolter » et non pas d'instruire pour « mieux laisser tondre ».

Mais qu'on ne s'y trompe pas, il s'agissait bien, à Montpellier, d'un

rapprochement tactique du « syndicalisme adulte » et du « patronat raisonnable ». N'a-t-on pas entendu Gilson (responsable de la commission formation du C.N.P.F.) déclarer : « C'est avec nos amis syndicalistes (sic) dans les commissions paritaires qu'il nous faut définir les reorientations et les prévisions en matière de formation pour aboutir à l'établissement de « contrats de prospective » ».

**Un rapprochement tactique...**

Par ailleurs, des propos intéressants furent tenus, mais trop souvent le syndicalisme en était absent. Pourquoi s'étonner d'ailleurs lorsqu'on constate un abandon de la C.F.D.T. par de nombreux secteurs salariaux, dont les formateurs. Leurs conditions de travail et d'exploitation furent néanmoins abordées mais sur la pointe des pieds, car si le patronat investit dans la formation, ce n'est pas dans les formateurs pour lesquels la précarité et les bas salaires sont la règle (assez) générale...

Quant aux propositions cédétistes, rien d'exaltant : une pincée d'humanisme chrétien sur « l'évolution des individus » matinée d'exploitation négociée pour « la pleine utilisation des ressources humaines » ; des vœux pieux sur l'aspect anticipatif de la formation dans les restructurations et sur les moyens des syndicalistes pour



mener à bien « leurs missions » formation.

Une analyse correcte de l'évolution des fonctions des métiers de formateurs, de leur nécessaire for-

mation continue et de leur reconnaissance professionnelle concrétisée par la mise en place d'une convention collective pour les personnels du secteur privé, d'avenants dans les conventions collectives de branches employant des formateurs, d'un statut des personnels précaires et titulaires de la « fonction formation continue » du service public.

Analyse correcte soit... mais avec quels moyens mis au service de quelle formation pour quels utilisateurs ? Ce débat, sous prétexte de connu, n'a pas été évoqué et pourtant n'est-ce pas là la question centrale ? Doit-on faire, ou non, de la formation une arme de combat pour l'émancipation et la gestion directe face aux visées productivistes que lui insuffle le patronat ? La réponse appartient aux travailleurs, qu'on se le dise...

**Nanar KÉO**

(1) Union confédérale des cadres, et non pas comme certaines mauvaises langues le prétendent : « Union des collabos de classes »

**en bref...en bref...**

• Le numéro 5 de la revue « Noir et Rouge » vient de sortir. Au menu : le Front national et la Croix-Rouge, Haro sur le viol ! et dossier consistant sur l'U.R.S.S. et la Pologne (« Le changement dans la continuité ? »). Cette revue est bien sûr disponible à la librairie du Monde libertaire.

• « On a faim ! » n°7, fanzine alliant la musique (punk de préférence) et l'anarchie, persiste et signe avec un supplément de 8 pages issu tout droit de Bordeaux. Au sommaire : Insoumis en procès, Témoignage sur la psychiatrie à Villejuif, Front news, Bérurier noir, O.T.H., Test Department, Dazibao, New Wave, The Apostles, P. Font, Pascal Comelade, Rosa Cruz. Disponible à la librairie du Monde libertaire, également.

• Philippe Laricq, objeteur insoumis, passe en procès le 17 juin à Toulouse. Vous êtes invités à venir le soutenir à 8 heures au tribunal de grande instance (place du Salin), salle 19, rez-de-chaussée. Envoyez lettres et télégrammes à M. le président de la 5<sup>e</sup> chambre correctionnelle, audience du 17 juin, affaire Philippe Laricq, place du Salin, 31000 Toulouse. Pour tout contact : Anarc-enciel, 7, rue Armand-Bernard, 31000 Toulouse.

**FONCTION PUBLIQUE**

**D'une grève à l'autre...**

APRÈS la semaine d'action organisée par la « Convergence des six » dans la fonction publique (1), avec ce fameux « temps fort » du 14 mai qui est passé totalement inaperçu comme prévu, faisons le bilan. La C.G.T. qui avait décidé d'appeler à la grève ce même jour espérait bien faire ainsi la démonstration que c'étaient les autres qui refusaient l'action unitaire. Cette opération aura au moins échoué dans les 30 départements (dont ceux de la région parisienne) où des syndicats C.F.D.T. avaient décidé de traduire ce temps fort par une grève.

Cette semaine d'action était considérée comme un palier vers une grande journée de grève en juin. Mais il y a loin de la convergence des communiqués à la convergence dans l'action ! Cette « Convergence des six » a volé en éclat bien rapidement et l'action de juin n'aura pas lieu ; seule la C.F.D.T.-P.T.T. maintient un appel à la grève pour le 11 juin, mais sur des objectifs plus spécifiques, liés aux risques de remise en cause prochaine du statut et de l'unité Postes-Télécom.

**Offensive contre les oppositionnels**

Cette situation aura bien sûr été au cœur des débats de la fédération des P.T.T.-C.F.D.T. qui tenait son congrès à Metz du 18 au 22 mai. Elle aura permis à ses dirigeants d'accentuer un peu plus ses critiques contre la région Ile-de-France, qui avait appelé le 14 mai à la grève et avait même manifesté derrière la C.G.T. en compagnie de quelques syndicats autonomes.

Pas de surprises majeures à ce congrès. La direction sortante s'est vue largement confirmée dans les orientations qu'elle défend : sortie des P.T.T. du titre 2 de la fonction publique avec la création d'un titre 5 pour lui permettre de faire face à la concurrence, engagement dans « l'opération F.E.N. » de

recomposition du syndicalisme dans la fonction publique, etc. Quant à la région parisienne, elle a dû subir les attaques constantes qui lui demandaient de rentrer dans le rang et d'appliquer les orientations majoritaires. Détail piquant : ce n'est plus au nom de la démocratie que l'on demandait cet alignement inconditionnel, mais au nom du... fédéralisme, terme de plus en plus en vogue à la C.F.D.T., mais qui n'annonce visiblement aucun changement sur le fond des conceptions de l'organisation.

**C'est reparti pour les 24 heures à répétition**

La grève du 11 juin a donné lieu au même scénario que le 14 mai, la C.G.T. répondant par la négative à la proposition d'action unitaire de la C.F.D.T... et appelant à la grève le même jour. Les résultats de la grève du 14 mai, là où elle fut simultanément la C.G.T. et la C.F.D.T., sont restés bien en-deçà des grèves de l'an dernier (rarement plus de 20%), ce qui tend à prouver que les travailleurs de la fonction publique croient de moins en moins à l'utilité de ces grèves à répétition.

Si le gouvernement remet réellement en cause le statut et l'unité des P.T.T., c'est un mouvement d'une toute autre ampleur qu'il s'agira de mener, mais cela ne se fera pas en programmant des journées d'action. C'est bien ce qui fait peur aux bureaucrates syndicaux de tous poils ; être débordés par un mouvement parti de la base, sans eux et parfois même contre eux. Il faudra pourtant bien qu'ils se fassent à cette idée...

**LEGRAND**

(1) C.F.D.T., F.O., F.E.N., C.F.T.C., C.G.C., F.G.A.F.

# Analyse des mouvements sociaux de l'hiver 86-87

Suite aux mouvements sociaux de l'hiver dernier, il nous est paru important de laisser la parole à des militants anarchistes investis dans ces luttes. Il nous appartient de confronter nos stratégies et de mesurer la portée des différentes formes d'engagement adoptées par les uns ou les autres, que ce soit à un niveau syndical ou non.

Par-delà, il importe de dégager la part convergente des analyses et des actions menées par les militants anarchistes dans les entreprises. De même, il nous faut penser (idéologiquement et concrètement) l'articulation nécessaire entre les secteurs en lutte et l'organisation spécifique anarchiste.

Alain travaille à la S.N.C.F. Après avoir eu à la C.F.D.T. plusieurs mandats syndicaux et électifs, il a quitté ce syndicat en janvier 1986 et a rejoint la C.N.T.F. au cours du conflit de cet hiver. Patrick est enseignant. Secrétaire du S.G.E.N. Maine-et-Loire durant quatre ans, il n'a pas de mandat syndical cette année.

Le comité de rédaction

— Le « Monde libertaire » : Comment expliquez-vous le réveil social de cet hiver ? Conséquence de la gestion de la droite ? Limites du consensus sur la crise ? Qu'est-ce qui relie et différencie les différents mouvements revendicatifs ?

— ALAIN : En matière de gestion économique et de gestion politique, on peut dire que la gauche avait particulièrement bien préparé le terrain à la droite. Celle-ci prenait une situation économique pas plus mauvaise qu'aillieurs, dans un cadre idéal de paix sociale.

Le manque d'habileté du gouvernement actuel, certainement dû tout à la fois à la présence et à la pression des « durs », à l'hétérogénéité des factions existantes ainsi qu'à leur soif de pouvoir et de compétition, va progressivement réveiller les luttes sociales. Le clientélisme outrancier pratiqué par la droite n'a pas échappé à bon nombre de travailleurs. Citons à titre d'exemple, l'aide octroyée aux agriculteurs et l'augmentation de 13% des honoraires des médecins généralistes.

Sur le fond la politique reste pourtant la même, ce qui fera dire à un ancien ministre

socialiste, au moment du mouvement étudiant, que ce qui différencie la droite de la gauche c'est que la gauche savait dialoguer ! La droite, c'est seulement le « monsieur plus » qui a versé la goutte de trop qui a fait déborder le vase et a enclenché des soubresauts sociaux, sans que l'on puisse vraiment savoir si cela débouchera sur un mouvement de contestation plus large et une remise en cause plus profonde des fondements de notre société.

Cependant les ressorts qui ont animé les dernières luttes révèlent des aspirations profondes et font penser que nous n'avons pas assisté seulement à des remous de surface. Le contexte général pousse pourtant les travailleurs à la frilosité car se dresse devant eux un avenir incertain fait d'insécurité, sur-fait déborder le vase et a enclenché des soubresauts sociaux, sans que l'on puisse vraiment savoir si cela débouchera sur un mouvement de contestation plus large et une remise en cause plus profonde des fondements de notre société.

A ce sujet, on ne peut pas ne pas parler de l'état du syndicalisme actuel pour compren-



dre la façon dont ces mouvements se sont exprimés et manifestés. Nous ne pouvons pas nous étendre ici sur la crise du syndicalisme, je me contenterai donc d'évoquer l'institutionnalisation et la bureaucratisation du syndicalisme, la baisse du taux de syndicalisation, le fossé qui s'est régulièrement creusé entre les appareils syndicaux et les adhérents et les militants de base. En rajoutant à ces éléments la volonté très importante de l'ensemble des travailleurs de passer par dessus les clivages syndicaux, nous obtenons certainement les clés qui permettent de mieux expliquer la nature des derniers mouvements.

Les limites du consensus, c'est finalement les limites du tolérable. Les étudiants se sont révoltés en face d'un projet qui cristallisait à leurs yeux le sentiment de l'injustice en matière d'enseignement. Les travailleurs, eux, déjà pressés comme des citrons à propos des salaires, n'ont pas accepté que par dessus le marché on introduise l'arbitraire le plus total grâce au système de l'avancement au mérite, à la tête du client, ou encore grâce à la création du statut de maître-directeur ; le but dans les deux cas étant d'obtenir un maximum de garanties quant à la soumission des travailleurs.

A mon avis, le dénominateur commun à tous ces mouvements réside dans le fait que si les travailleurs tolèrent, de mauvaise grâce, des sacrifices matériels, ils n'acceptent pas que viennent s'y ajouter des attaques supplémentaires, surtout quand elles touchent à leur liberté dans le travail. Je ne pense pas qu'on puisse avoir des conflits aussi durs que ceux des cheminots ou des insinuations uniquement sur des revendications salariales. L'état d'esprit est à peu près le même et les différences proviennent seulement des différentes réalités existant sur le terrain.

— PATRICK : Il est réel qu'il y a eu un ras-le-bol pour ces couches moyennes que sont les instits ou les cheminots, en matière de salaires (de 6 000 à 9 000 francs par mois). Mais surtout une impression de se prendre tous les coups dans la figure. Les mesures catégorielles précises du gouvernement, le statut de maître-directeur pour les instits apparaissent là aussi comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Pour autant, on a bien senti les limites d'une prise de conscience réelle des enjeux politiques et économiques dans la mesure où ces luttes se sont trouvées isolées. La responsabilité n'en revient pas seulement aux « chefs syndicaux qui refusent d'étendre les mouvements », mais aussi aux intéressés eux-mêmes dans leur perception directe des problèmes. On n'a vu chez les cheminots ; de même il ne m'a pas semblé évident que la majorité des instits en grève regrettaient de se lancer dans la lutte un mois et demi après la S.N.C.F., tant il est vrai qu'ils ne se sentaient vraiment concernés que par leur problème. Il y a eu un manque, une absence patente de vision globale des problèmes par les intéressés et un esprit corporatiste indéclinable de la part de la « base ».

En dernière analyse, c'est la question de la « conscience de classe » qui se pose aujourd'hui. Des couches de la population salariée, c'est le cas des enseignants, ne se reconnaissent plus et refusent de s'identifier dans la notion de « classe ouvrière ». Cette question est capitale pour les mouvements à venir et pour notre capacité à enclencher un

élargissement et la globalisation d'une action donnée.

— M.L. : Et les rapports organisations syndicales/mouvements de lutte ?

— ALAIN : Pour le mouvement cheminot, rappels comment cela a démarré. Une pétition émanant d'un roulaire circule à partir du 10 novembre et recueille 200 signatures. L'idée de poser le sac, une fois pour toutes, jusqu'à obtention des revendications est lancée. Un tract résumant les revendications suit le 6 décembre. L'appel à la grève est lancé pour le 19 décembre. Ils demandent le soutien de toutes les organisations syndicales. La suite, on la connaît. Ces faits sont significatifs et on retrouvera cette attitude tout au long du conflit. Il y a, avant tout, une volonté évidente de dépasser les divisions syndicales. L'unité entre appareils n'étant pas possible, il faut la réaliser à la base car sans l'unité il n'y a aucune chance d'aboutir. Le syndicalisme n'a pas été rejeté, mais les appareils syndicaux se sont vus remis en cause et mis sur la touche. Le but a été d'arriver à contrôler les organisations syndicales et à les forcer à suivre, bon gré mal gré, les événements. C'est ainsi qu'ont vu le jour les coordinations et les comités de grève. Partout, les assemblées générales ont acquis un rôle moteur dans la conduite du mouvement. Les cheminots voulaient en avoir la maîtrise.

Dans la tourmente, les organisations syndicales ont hésité devant la conduite à tenir. La C.G.T., au début, a tout fait pour empêcher le conflit de démarrer en instaurant même des « piquets de travail » pour éviter la tenue d'assemblées générales. Elle s'est ralliée au mouvement dès qu'elle en a compris l'importance et vu qu'elle ne pourrait rien pour l'arrêter. La C.F.D.T. a soutenu mollement dès le départ, entre autres en déposant un préavis de grève pour le 18 décembre. La F.G.A.A.C., syndicat catégoriel des roulaux, a été obligé de suivre vu la motivation de cette catégorie. Ils avaient pourtant eux aussi tenté de freiner des quatre fers.

L'attitude des organisations syndicales par rapport aux coordinations peut se résumer ainsi :

- pour la C.G.T., leur existence constitue clairement un facteur de division et elle a, dès le départ, toute représentativité aux coordinations. Elle a expressément demandé à tous ses militants de ne pas y participer. Là où la C.G.T. était très fortement implantée, les coordinations n'ont pas pu s'exprimer.
- la C.F.D.T. a désavoué tout de suite Daniel Vitry, responsable de la coordination inter-catégorielle et responsable C.F.D.T., ainsi que militant à L.O. Son mandat national lui a été retiré, son mandat régional laissé. Pour le reste, comme la F.G.A.A.C. d'ailleurs, la C.F.D.T. a regardé les coordinations avec inquiétude et sans aménité, mais sans avoir une attitude de combat envers elles. D'une manière générale, la coordination des agents de conduite, moins politique, a eu des rapports moins tendus avec les organisations syndicales.

Quelle que soit l'organisation, le fait que beaucoup de militants syndicalistes de base aient participé à ces coordinations les a empêché d'adopter un comportement clair. L'ambiguïté a été de règle et les discours changeaient d'une région à l'autre en fonction des réalités locales. Les positions exprimées différaient aussi suivant le niveau de

l'appareil qui intervenait. Plus on descend dans les appareils, plus les positions rejoignent la nature du mouvement, même si c'est moins sensible à la C.G.T. où la discipline syndicale est plus respectée.

Le syndicalisme à la S.N.C.F. est plus vécu comme une Sécurité sociale bis que comme un outil de lutte. Les militants s'occupent des notations, de gérer des œuvres sociales. Ils siègent dans tout un tas de structures paritaires et sont rarement sur leur lieu de travail. Les cheminots continuent malgré tout à voter en masse aux élections et semblent laisser la gestion quotidienne des affaires aux organisations syndicales. En revanche, lorsqu'il s'agit de luttes importantes, les cheminots éprouvent alors le besoin de reprendre un peu leurs affaires en main. En réalité, il me semble que le dernier mouvement traduit plus une volonté de retrouver un autre type de syndicalisme et une unité d'action plutôt qu'une attitude anti ou a-syndicale.

— PATRICK : A propos du mouvement des instituteurs, on peut parler d'une volonté de la part des syndicats de se tenir sur le côté, en réserve des coordinations. A part au début du mouvement, il n'y a pas eu d'attaques frontales. Rapidement, les directions syndicales et départementales du S.N.I. (Syndicat national des instituteurs, majoritaire) ont constaté l'impact des coordinations et ont plutôt décidé de jouer le pourrissement, exception faite des sections départementales du S.G.E.N.-C.F.D.T. et bien sûr de l'Ecole émancipée. Pour autant, je n'ai pas l'impression que les directions syndicales, y compris au niveau départemental et même en ce qui concerne le S.G.E.N., en aient tiré un enseignement quant à leur stratégie. Elles se sont, en gros, contentées du « wait and see ».

Les coordinations compaient de nombreux syndiqués S.N.I. ou S.G.E.N. On n'a pas assisté à des attaques du syndicat en tant que tel, mais à la critique des actions qu'il proposait et à un souci de démocratie directe. Néanmoins, on retrouvera très vite l'emprise du « responsable S.N.I. » et un certain attentisme ; démocratie directe, assemblées générales, oui mais l'instant d'un moment et au bout d'un mois, le moulinisme a repris ses droits. Le pourrissement a joué, le S.N.I. retrouve sa place directrice au fur et à mesure que le mouvement s'essouffle.

— M.L. : Comment analysez-vous l'autonomie dont se sont prévalus ces mouvements, ou qu'on leur a attribué ?

— ALAIN : Le fait que les travailleurs aient dû s'organiser de façon autonome constitue un repli dans le sens que cela confirme la faillite des organisations syndicales en tant qu'organisations de défense des travailleurs. Quelle que soit la volonté de ceux qui animent les luttes, des structures d'organisation se créent en plein conflit ne peuvent compenser ce que peut apporter une organisation structurée et existant depuis longtemps. Le temps perdu ne se rattrape pas en quelques semaines. Dans beaucoup d'endroits, il a fallu attendre plusieurs jours après le début de la grève, pour que des cahiers revendicatifs soient élaborés par les assemblées générales.

La volonté de s'organiser et de préserver son autonomie engendre un danger corporatiste non négligeable, sans qu'il soit facile de discerner la part qui reviendrait à une volonté délibérée de celle qui provient des circonstances. Comme pour le mouvement étudiant, la peur d'être accusé de mener une lutte politique et celle de se faire récupérer a amené à faire des erreurs. Incontestablement, cela a entravé les possibilités d'extension du mouvement et empêché des contacts avec l'extérieur.

Je ne pense pas que l'on puisse parler d'une démarche politique et sociale. A mon avis, il s'agit plus pour l'instant d'un refus, d'un ras-le-bol plus ou moins conscient d'une situation et d'un avertissement envers les organisations syndicales. Le fleurrissement de tout un tas de journaux locaux, de comités de liaison, etc., ne comportant pas, loin s'en faut, que des militants politiques peut laisser présager d'une suite qui pourrait être cette démarche.

L'autonomie du mouvement à la S.N.C.F. s'est exprimée par la façon dont les cheminots se sont organisés. Partout, les assemblées générales ont été l'âme du conflit, et partout le taux de fréquentation a été très élevé malgré les difficultés pour se déplacer.

Les discussions sur la révocabilité, le mandatement, la nécessité d'avoir ou non un comité de grève montrent l'actualité de ces thèmes.

Les limites de cette autonomie, c'est bien entendu ce que sont quand même les organisations syndicales qui ont négocié et que seule la pression psychologique exercée garantissait le respect de la volonté majoritaire des cheminots. D'autre part, la présence à tous les postes de responsabilité des structures mises en place de délégués syndicaux, d'anciens délégués ou encore de militants politiques, si cela est logique (l'expérience dans ces moments-là étant précieuse), a pu aussi constituer un frein à cette autonomie. Par exemple, si les militants de L.O. avaient été plus discrets à la coordination inter-catégorielle, celle-ci se serait certainement développée de manière plus intéressante, plutôt que de finir par une manifestation qui n'a regroupé que 200 ou 300 personnes.

Sauf vers la fin du conflit où les cheminots ont vu que seule une extension du mouvement à d'autres catégories pouvait permettre de continuer à se battre, d'une manière générale il n'y a pas eu de volonté de globalisation. Je le redis, la notion mal comprise d'apolitisme se paye cher. Mais ceci n'explique pas tout. Les étudiants ont réussi à mobiliser sur un but unique : le retrait du projet Devaquet. Les cheminots sont partis en lutte sur des revendications claires et précises (principalement le retrait de la nouvelle grille) qui ont rassemblé tout le monde. Une stratégie de globalisation de la lutte aurait impliqué de ne pas se contenter de ces buts et aurait nécessité une discussion débouchant sur une critique plus large du système. Or, même si les cheminots avaient conscience que leurs problèmes étaient partagés par d'autres catégories de travailleurs, ce qui avait motivé la lutte et qui avait rassemblé l'ensemble des cheminots n'allait pas jusque là. C'est vrai qu'au moment de la grève, une tentative de globalisation du mouvement aurait provoqué un éclatement et détruit l'unité.

— M.L. : Et les militants révolutionnaires, parmi eux les anarchistes, dans tout ça ?

— ALAIN : Les militants politiques et révolutionnaires ont été partie prenante du mouvement et ont fait partie des plus engagés dans la lutte. Ils sont intervenus surtout dans le débat sur le type d'organisation dont devaient se doter les cheminots. Les militants trotskistes ont été très en vue. Ils avaient manifestement décidé de la stratégie à adopter dans leurs organisations respectives, ce qui fait qu'ils avaient tous le même comportement et le même discours sur le terrain. Conséquence de cette discipline, ils sont apparus à beaucoup comme manipulateurs de par leur volonté de s'attribuer la direction de la grève au travers des coordinations, même s'ils ont globalement joué le jeu. Les militants libertaires ont fait le maximum



de ce qu'ils pouvaient là où ils travaillaient, ce qui ne leur a pas laissé beaucoup de temps pour le reste.

Je ne pense pas que l'on puisse parler de travail à l'intérieur des organisations syndicales. Le travail s'est effectué dans les assemblées générales, dans les comités de grève ou dans les intersyndicales — dans les rares endroits où il avait pu s'en monter. A quelques uns, ne croyant plus à la possibilité de faire quelque chose dans les organisations traditionnelles, nous avons profité de la dynamique impulsée par le mouvement pour implanter des sections C.N.T.F. Il ne s'agit pas de faire une huitième organisation syndicale à tout prix, mais nous ne voulons plus servir de caution libertaire ni de piéttaille aux appareils syndicaux. Notre spécificité n'existant nulle part ailleurs, et comme nous croyons à la nécessité de s'organiser — les derniers événements nous confirment dans cette idée —, nous avons décidé que le minimum pour l'instant c'était de se coordonner, de faire des propositions, de prouver qu'autre chose est possible, et ce à l'aide de la C.N.T.F.

En ce qui concerne la S.N.C.F., le travail que les libertaires ont fait dans leur organisation se limite principalement à un effort d'information, ce qui n'a pas été facile vu la complexité de la situation. Nous avons aussi essayé de confronter nos différentes attitudes et options, et nous nous sommes aperçus que cela dépendait beaucoup des réalités locales. Comme à chaque fois, cela nous a permis de prendre conscience de nos faiblesses mais aussi de nous apercevoir que

certaines idées passaient bien. Nous ne pouvons que nous réjouir des formes d'organisation qui ont prévalu et de la mise en avant des revendications remettant en cause la hiérarchie des salaires (augmentation en somme uniforme, voire antihiérarchisée).

— PATRICK : Durant ce mouvement des instits on a pu noter une bonne entente entre les libertaires, la L.C.F. et L.O. Le P.C.I., militant à F.O., a été fidèle à son habitude : dans le meilleur des cas absent de la lutte et dans le pire totalement à côté de la plaque.

L'influence des libertaires a été importante. Elle ne s'est pas tant manifestée au niveau des militants, ce qui est dommage, qu'au niveau du nombre de sympathisants (proches ou éloignés de nos groupes) que l'on a pu voir se lancer à fond dans le mouvement et lui donner un caractère indéniablement libertaire. Pour donner un exemple, le bureau de la coordination des instits du Maine-et-Loire comptait, sur 20 membres, un militant F.A. (moi-même) et une bonne demi-douzaine de sympathisants à nos idées. Cela a permis de maintenir un caractère « auto-gestionnaire » quasi constant à la coordination. Les réunions de la coordination nationale des instits ont compté un nombre à mon sens largement insuffisant de militants anarchistes. Au niveau de la Fédération anarchiste, nous sommes loin d'avoir pesé de toutes nos possibilités. Si nous avons matériellement maintenu le contact entre militants investis chacun dans son coin, nous étions trop peu nombreux à le faire et nous ne sommes pas allés au-delà de ce minimum. Un approfondissement s'impose à ce niveau-là.



**N**OUS vous présentons cette semaine le premier volet d'un article du Groupe libertaire de Marseille consacré à cette ville et en particulier au quartier Belsunce. Cet article puise ses informations d'une étude intitulée « Marseille, la fonction économique du quartier Belsunce », réalisée pour une société d'économie mixte marseillaise.

Nous avons eu l'occasion de rappeler dans le *Monde libertaire* n°663, à travers l'article de Fred (« Géographie du fascisme : Marseille, ville témoin ») que le fort pourcentage de population allogène sert actuellement de prétexte à la montée des idéologies nationalistes, au développement du racisme et à tous les problèmes corollaires, notamment l'insécurité intimement liée au phénomène Le Pen.

Le second article portera sur les aspects économiques et de l'importance à ce titre des échanges commerciaux entre les populations maghrébines de France et d'Algérie.

Comité de rédaction

**A**MARSEILLE, le quartier Belsunce, délimité à l'ouest par le cours qui lui donne son nom (celui d'un évêque qui s'est illustré pendant la grande peste de 1720), forme un trapèze de 300 à 500 mètres de côté en bordure nord de la Canebière. Mises à part les artères qui le bordent, c'est un quartier de rues étroites.

### La peste est de retour !

Pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler, l'image traditionnelle et convenue du quartier que la presse de droite donne, vite fait, bien fait, est la suivante : « Il est des quartiers où l'on a honte d'habiter... Leur nom seul vous fait paraître un étranger... doublement banni de la société marseillaise. Vous êtes celui qui n'a pas fui, celui qui dérange cette bonne morale organisée de la fuite conseillée. Et l'on vous dit : mais que faites-vous encore en ces lieux ? Ne savez-vous pas que vous habitez un quartier arabe ? » (Le *Méridional*, 6 août 1985).

Bref, plus forte que ce brave Belsunce, la peste serait de retour sur les lieux mêmes auxquels on a donné son nom. Calamitas ! La peste, en effet, est bien là. Elle est dans les lignes que vous venez de lire. Elle est dans le triste score du *Front national* aux dernières municipales (près de 30%). Ce qui se joue ici, c'est que la réalité du quartier qui, comme on s'en doute, est toute autre, soit prise en compte et parvienne à renverser l'image qu'on donne de lui. Une image manipulée à plaisir, véritable aubaine pour les campagnes racistes.

En vérité, la physionomie du quartier Belsunce est déterminée par deux phénomènes :  
• les fonctions centrales de l'agglomération se sont déplacées vers des centres périphériques plus accessibles et mieux adaptés, elles ont fait place à une réalité populaire dont l'originalité est rarement restituée ;  
• secondairement, un phénomène commercial et de très grande ampleur s'est développé dans un quartier aux structures inadaptées.

La proximité du port a fait de Marseille en général et du quartier en particulier une zone de transit et d'installation pour de nouveaux



## MARSEILLE Qui a peur de Belsunce ?

venus étrangers ou français. Dans la première moitié du siècle, la migration italienne a été de loin la plus importante. Elle a été accompagnée par celle des Arméniens et, dans une moindre mesure, des Grecs et des Levantins dans les années 20 et par celle des Espagnols dans les années 30. La migration corse a été très importante, surtout après 1920.

### Migrations et peuplement

Dans les années 40 et le début des années 50, Marseille se développe peu par l'immigration. Les « Pieds-Noirs » arrivent massivement en 1962, ainsi que la communauté juive d'Afrique du Nord. Les Maghrébins, qui arrivent surtout après cette période, étaient déjà présents à Marseille dès 1930. En 1980, la population rési-

dant dans le quartier était comprise entre 13 000 et 14 000 personnes. La proportion d'hommes est de 70%. Les deux tiers d'entre eux sont des travailleurs isolés qui vivent en meublés ou en chambres indépendantes. On estime que la population du quartier se répartit en 40% de ménages français et 60% d'étrangers. La population étrangère est la source d'un rajeunissement du quartier, environ 23% des résidents ont moins de 20 ans dont 57% sont des étrangers.

Trente-huit pour cent des logements connaissent des conditions de surpeuplement grave (contre 15% pour l'ensemble du 1<sup>er</sup> arrondissement dont le quartier Belsunce fait partie). Le surpeuplement concerne surtout les ménages étrangers dans 40% à 60% des cas selon les secteurs du quartier et seulement dans 15 à 20% des cas pour les ménages français. En

revanche, les logements occupés par ceux-ci sont sous-occupés dans 30% des cas. Cinquante à soixante-dix pour cent des logements, selon les secteurs du quartier, n'ont ni salle d'eau ni W.C. individuel.

Si 70% des ménages étrangers ont changé de logement depuis moins de 5 ans, seuls 36% des ménages français sont dans le même cas ; ce qui tend à prouver l'existence d'un attrait réel des ménages français pour le quartier. Une photographie des intentions des ménages au jour de l'enquête confirme la tendance : seuls 35% des ménages français expriment l'intention de déménager contre 50% des ménages étrangers. Mais parmi les raisons invoquées, il est surtout remarquable que la mention du voisinage désagréable vient en dernière position. Ce sont la petitesse du logement et le manque de confort qui viennent en premier.

### Problèmes d'urbanisme

De la même façon, si l'on interroge les habitants sur les inconvénients du quartier, la « mauvaise fréquentation » vient au dernier rang des réponses (25%). Le bruit et la vétusté (50%) sont surtout cités. Quant aux avantages, il s'agit surtout de la proximité du centre ville (50%), suivie par les relations de voisinage (de 10 à 20% selon les secteurs). Ces réponses sont d'autant plus remarquables que les donner suppose de nager à contre-courant du flot xénophobe « banal ». C'est peut-être la vertu des questions concrètes que d'amener les gens à répondre autrement qu'en se laissant aller au fil d'une eau boueuse qui fait le lit des grandes généralités.

Le quartier n'est donc pas un lieu à fuir. Les remarques relatives à un sentiment d'insécurité ou à la mauvaise fréquentation du quartier sont rares. En revanche sont avancées la rareté des équipements socio-culturels, celle des espaces verts, des équipements pour enfants et des équipements sportifs. Ce qui situe autrement le problème. Quand on interroge les habitants sur ce qu'ils attendent des opérations de réhabilitation, la sécurité est nommée en dernier. Les attentes sont du domaine de la propreté, du stationnement, des espaces publics.

Quant à la délinquance, nous donnerons la parole — une fois n'est pas coutume — au commissariat du 1<sup>er</sup> arrondissement. Dans sa candeur, le cher homme déclare qu'il « contrôle » bien le quartier, qu'il n'y a pas plus de délinquance à Belsunce qu'ailleurs dans le centre, peut-être même moins et que les délits y sont de toutes façons moins graves. La délinquance grave (vol à la tire, pickpockets, drogue) n'est pas estimée plus fréquente que dans tout autre endroit fréquenté par la foule.

Le comble c'est que ce sont les Maghrébins qui en sont le plus souvent les victimes (touristes et immigrants). Pourquoi ? Parce que les Maghrébins sont connus pour transporter de l'argent en liquide sur eux et pas les Français. Finalement, c'est la police elle-même qui déclare que les Français ne se plaignent pas tant de l'absence de sécurité que du bruit, de la foule, de la saleté et de l'encombrement des trottoirs. Comme disait Brassens, « ça ne fait rien, il y a des flics bien singuliers ».

Gr. de Marseille



## Terrorisme et désinformation

**S**UIVANT l'exemple de quotidiens, hebdomadaires et mensuels de gauche qui, depuis quelques années, ont perdu toute rigueur journalistique pour céder au sensationnalisme facile et vulgaire, *Le Matin* à son tour est arrivé sur les rangs en étalant, jeudi 21 mai, sur six colonnes : « Le portrait de trois brigadistes de gros calibre ».

Interrogé sur ses sources d'information, le journaliste a répondu sans hésitation qu'elles émanaient des services de police. *Le Monde*, lorsqu'il transmet ce type de nouvelles, n'en fait pas une manchette et se dispense au moins de les signer. On se rappelle le fameux scoop de *Libé* — avec l'interview d'un mystérieux personnage —, en septembre 1985, qui aboutit quelques jours plus tard, comme par hasard, aux rafles de police parmi les Italiens réfugiés à Paris... On pense aussi à un dossier sur le terrorisme réalisé par l'*Événement du Jeudi* en mars 1986, faisant un amalgame grossier à partir — comme toujours — des seules informations policières. Et ainsi de suite...

Donc, il n'a fallu au journaliste du *Matin* qu'un tout petit pas à franchir pour faire des trois Italiens présumés appart-

enir aux Brigades rouges selon les autorités italiennes de simples « terroristes ». Désinformation, déformation, information policière déguisée, quel respect vous reste-t-il vous, journalistes, dont le métier consiste avant tout à garder le souci de l'objectivité et donc de savoir vous informer à toutes les sources, mêmes contradictoires ?

### Qui sont-ils ces gros calibres ?

Vivant en famille avec Paola de Luca et leurs deux jeunes enfants, Paolo Ceriani-Sebregondi travaille dans un laboratoire d'Orsay où il prépare un doctorat. Son directeur de recherche est prêt à témoigner de sa présence quotidienne au laboratoire. Quant à Vincenzo Olivieri, il était en train de reconstituer sa vie familiale à Paris et travaillait comme serveur dans la restauration.

En ce qui concerne Guglielmo Mazzochi, arrêté le 21 mai à Paris, il faut rappeler qu'il est l'un des cinq Italiens interpellés le 24 mars dernier qui, après intervention de leurs avocats pour surseoir à l'exécution de l'arrêté d'expulsion qui les touchaient, avaient été assignés à rési-

dence et contraints à un contrôle judiciaire hebdomadaire. Guglielmo est donc passé devant la Chambre d'accusation mercredi 26 mai pour une demande d'extradition émise le 21 mai, concernant des faits pour lesquels il a déjà été acquitté le 15 avril...

Voilà l'information que pourrait faire, par exemple, un bon journaliste ! Enfin, que dire des propos tenus par M. Pasqua lors d'une conférence de presse, le même jeudi 21 mai, au sujet des personnes arrêtées : « Nous n'avons aucune raison de les garder dans la mesure où ils sont recherchés dans un pays démocratique, où ils bénéficient des droits de la défense », si ce n'est qu'il anticipe gravement sur la décision même de la justice. Ce qui n'est pas nouveau...

On aurait donc pu tout aussi bien citer ce 21 mai : « Otages d'enjeux électoraux ». Car pourquoi, précisément maintenant, arrêter des gens qui, à aucun moment, ne vivaient clandestinement et dont l'un était déjà assigné à résidence, si ce n'est pour s'offrir quelques cadeaux entre États bien démocratiques... à la veille d'élections.

LISE

PANORAMA DE LA PRESSE LIBERTAIRE

« La LLetra A », mensuel espagnol, rédigé pour moitié en catalan, publie dans son numéro d'avril une analyse, sous forme de dossier, de la récente grève des étudiants du secondaire. La grande qualité de ce dossier fait un peu d'ombre aux autres sujets abordés (présentation du comité antifasciste de Santa Coloma, article sur la gratuité dans les transports en commun...). Ce journal s'affirme au fil du temps, pour devenir réellement très intéressant (et agréable à lire). « La LLetra A », C/ Sant Vincenç 3, 43201 Reus, Espagne.

« Dokimi », mensuel grec, n'était accessible qu'aux lecteurs sachant lire le grec. C'était dommage pour la très grande majorité qui depuis tout récemment, se console avec un bulletin d'information rédigé en français et accompagnant le journal. Ce bulletin reprend, en synthèse, les faits marquants développés par ailleurs dans « Dokimi ».

« Kara » est un mensuel turc, qui en est déjà à son huitième numéro (mai 1987). Sa régularité et sa qualité renforce ce canard dans son rôle de première source d'information, surtout quand les libertaires turcs nous avaient habitués (malgré eux) au silence. « Kara » traite essentiellement de thèmes théoriques et historiques, au détriment parfois de l'actualité. Mais, il y a un mais, « Kara » est entièrement rédigé en turc !

Plus connu, presque aussi difficile à lire (il est entièrement rédigé en néerlandais), « De Vrije » reste toujours aussi intéressant. Son n°7 traite de la question du déplacement des Navajos hors de leurs terres, maintes fois abordée dans « Le Monde libertaire ». Un article sur la crise économique au Brésil et la défiance qui entoure désormais le président Sarney, un dossier sur l'anarcho-féminisme complètent ce numéro qui fournit toutes les adresses, les contacts et les infos utiles aux Pays-Bas. « De Vrije » : Post bus 5412, 1007 AK, Amsterdam, Pays-Bas.

« Ideacion », bi-mensuel publié par le groupe Impulso de Rosario (Argentine), s'étoffe peu à peu. Le n°5 (mois de mars) fait le tour des initiatives libertaires, tant au Chili et au Brésil qu'au Venezuela. « Ideacion » devient vraiment nécessaire, de par son souci de rendre compte de l'effervescence militante en Amérique latine. « Ideacion », c/o Carlos Solero, c.c. 984, 2000 Rosario, Argentine.

Terminons enfin ce tour d'horizon par « Fingeren » (mensuel danois, rédigé en cette langue) : la voix des squatters et de l'autonomie au Danemark. Toute l'actualité y est traitée et, servi par un maquetage impeccable, « Fingeren » aborde également et régulièrement l'actualité du mouvement des squatters en R.F.A. et au Pays-Bas. « Fingeren » annonce tous les concerts, les manifestations, les films... organisés et assurés par le mouvement. « Fingeren », Ungdomshuset, Jagtvej 69, 2200. N. Danemark.

Relations internationales

GORBATCHEV promène son assurance tout au long de ses visites dans les pays du Pacte de Varsovie. Que cela soit en Roumanie ou en R.D.A., la politique de réformes internes ou de désarmement du dirigeant soviétique fait figure de gauchisme tant il est vrai que cette ouverture est le miroir dans lequel les partis frères regardent le précaire équilibre et la contingence de leur expérience.

Il suffit en effet que l'écho favorable rencontré dans les populations du bloc communiste par les initiatives de Gorbatchev trouve son prolongement et ses relais dans une contestation pour que les difficultés surviennent pour les appareils d'Etat. Dans son discours lors du plenum du comité central du P.C.U.S. en janvier dernier, le leader soviétique déclarait que son pays « avait autant besoin de démocratie que d'air ».

Démocratie et musique rock

Son appel urgent à l'introduction d'élections à bulletin secret et au pluralisme des candidatures pour les directions des appareils (parti, organisations de masse, etc.) s'accompagnait d'interpellations à l'encontre des simples quidams (y compris à ceux qui n'appartiennent pas au parti, aux femmes, aux jeunes) afin qu'ils jouent un rôle actif, à tous les niveaux, dans le processus de restructuration (« perestroïka »).

Le désintérêt de la jeunesse trouble particulièrement Gorbatchev, qui désormais essaie de trouver sa faveur. Dernièrement, le stade de Leningrad bourré à craquer (6 500 places) résonnait des accents de musique rock underground (curieusement, certains musiciens rock craignent de perdre leur influence s'il leur manque la marque d'illégalité qui leur était attachée jusqu'à présent).

L'élite artistique et l'intelligentsia, également, continuent de se voir offrir des marques d'attention. Les producteurs de films, de pièces de théâtre sont de plus en plus indépendants. Plus récemment, des auteurs bannis ont été publiés. Il y a bien sûr Boris Pasternak (son œuvre, le Docteur Jivago, sera publiée en 1988 dans le journal Novy Mir), mais aussi Vladimir Nabokov et Yevgeny Zamyatin (auteur du roman Nous) dont les œuvres seront « accompagnées »

FRANCE PERE LE CHOIX

Le Président français... (Texte de la page de Pravda sur la France et les élections)

FRANCE: HAKANUHE PREZIDENTSKIKH VYBOROV

« Je ne suis pas sûr qu'il sera toujours capable d'utiliser ses pouvoirs illimités avec jugement, il est trop brutal », furent pour la première fois publiées cet hiver par le journal Les Nouvelles de Moscou.

Vérité et révélations

Chaque jour apporte sa ration de nouvelles fraîches dans la presse soviétique (10 000 policiers ont été limogés en cinq ans pour malversations, rapportent Izvestia et l'agence Tass le 26 mai). Selon le correspondant à Moscou du Guardian (quotidien britannique), Martin Walker, la plupart des grands journaux ont sensiblement augmenté leur diffusion, maintenant qu'ils publient à la fois la vérité et les informations.

Les journalistes d'investigation, qui jouent un rôle de « chien de garde » crucial sous le nouveau régime, sont encore plus encouragés par la révélation selon laquelle le K.G.B., très longtemps intouchable, ne serait plus immunisé contre la critique. En janvier dernier, par exemple, un officier important du K.G.B. fut limogé et publiquement disgracié dans les pages de la Pravda pour avoir essayé de réduire au silence un journaliste qui enquêtait sur des magouilles judiciaires dans la ville de Voroshilovgrad.

Le mal à des racines plus profondes. Ainsi, à la suite de la distribu-

U.R.S.S.

« On ne fait pas ce qu'on veut »



tion du film antistalinien de Tengiz Abuladze Repentir, le journal Znamy publiera un poème d'Alexandre Tvardovsky (directeur de la publication de Novy Mir dans les années 60) dans lequel celui-ci appelait les consciences à affronter la vérité sur « la rage du mal » sous Staline. Ce poème, Pour le droit de la mémoire, fut interdit sous Brejnev.

Ce souci de la transparence (« Glasnost ») ne donne pas naturellement le droit aux correspondants étrangers de dire ce qu'ils veulent. Ainsi, ce même journaliste du Guardian fut rappelé à l'ordre pour avoir « exagéré », dans ses papiers,

l'importante des émeutes dans le Kazakhstan.

Mais toujours dans le cadre de cette politique de transparence, les autorités soviétiques viennent de cesser le brouillage des émissions de « La Voix de l'Amérique ». En janvier dernier, c'était au tour des émissions en russe de la B.B.C. Nous disions que cette ouverture pouvait profiter davantage aux populations des autres pays du Pacte de Varsovie. N'est-il pas normal par conséquent de constater que les habitants de la R.D.A. préférèrent lire la Pravda à la presse nationale ? Le bloc communiste encaisse, ce n'est qu'un début, le choc. Souhaitons-lui, et à tous ceux qui luttent, d'être épargné par l'errance et les accommodements qui ont accompagné le mouvement de la modernité en France, en R.F.A. ou ailleurs.

Relations internationales (source : « Index on Censorship »)

Pays-Bas

Cette année encore, Appelscha (nord des Pays-Bas, situé le long de l'axe Zwolle/Assen, en remontant vers le nord, en arrivant sur Klatering) accueillera une rencontre internationale les 6, 7 et 8 juin. Il y a un an, en effet, le succès de ce rassemblement consacré en majeure partie à la question de l'organisation donna aux organisateurs la volonté de provoquer une nouvelle initiative. C'est autour des thèmes de l'anarcho-féminisme, de l'organisation et des rapports de l'anarchisme avec les mouvements extra-parlementaires que débattrent les présents.

Comme l'année précédente, les interventions culturelles (musique, théâtre) sont de la partie. L'hébergement se fera au camping « Tot Vrijheidsbejzinning » et tous les renseignements sont à demander à N.V.G.S., Postbus 37, Appelscha, Pays-Bas.

Le musée Ferdinand-Domela-Nieuwenhuis a rouvert ses portes le 28 mars 1987. Les heures d'ouverture sont les suivantes : du lundi au vendredi, de 10 h à 16 h. Pour prendre rendez-vous, il faut téléphoner au (020) 225.496. L'adresse : Heregracht 226, Amsterdam. Le fonds F.D.N., sans lequel tous ces efforts seraient restés vains, a une adresse : Transvaalplein 20, 1092 Hw, Amsterdam, Pays-Bas.

Grèce

Le mercredi 3 juin, treize personnes ont été présentées devant la Cour criminelle de Lamia pour répondre des accusations graves portées à leur encontre au lendemain d'une manifestation antimilitaire, appelée à la suite de l'accident de Tchernobyl en mai dernier. Fabrication, détention et usage d'explosifs (cocktails molotov), telles sont les charges parmi d'autres. Il est demandé d'adresser des télégrammes de protestation à Mikto Orkoto Dikastirio Lamias, Lamia, Grèce.

Australie

Le ministre des Affaires industrielles du Queensland (état fédéral néo-fasciste et ségrégationniste), Vince Lester, représentera l'Australie au Forum mondial des syndicats. En effet, la conférence annuelle de l'organisation du travail se tiendra à Genève en juin et Lester en est le délégué, appointé par le gouvernement fédéral. Pourquoi en faire l'écho ? Tout simplement parce que Lester vient juste de présenter au Parlement du Queensland un projet de loi antisyndical qui n'a aucun précédent historique dans la rigueur et la dureté. Déjà, les mineurs envisagent de s'engager pour une durée indéterminée dans une grève d'ampleur nationale pour combattre ce train de mesures législatives.

Relations internationales



## NOUVELLES DU FRONT

• Un député gallois a récemment embarrassé le gouvernement de Mme Thatcher. En effet, il a révélé que le but d'un exercice entrepris au printemps dernier en Bretagne par les élèves officiers de l'armée britannique avait eu pour but « la poursuite, l'encerclement et l'anéantissement des autonomistes bretons ». Le gouvernement français, paraît-il, n'y a vu aucune malice.

• Une nouvelle publicité pour le missile français Exocet : un avion de chasse irakien a attaqué une frégate américaine, causant la mort de trente-sept marins. Gardez-moi de mes amis... et de mes alliés. Déjà lors de la guerre des Malouines, les armes françaises avaient beaucoup contrarié les Britanniques. En 1967, les Israéliens avaient attaqué un navire espion américain et provoqué la mort de 34 marines... grâce à des Mirage.

• Drame de la discipline. Trois Mirage F.1 se sont écrasés dans le massif du Pilat (Loire), les deux pilotes ont suivi jusqu'au bout leur responsabilité. Pour certains, le brouillard serait responsable de l'accident... il faudra donc dorénavant songer à faire la guerre par beau temps. Un accident du travail qui coûte cher à la société, mais qui satisfait les industriels !

• Sondage. L'Institut Louis-Harris s'est livré pour « L'Express » à un sondage concernant la défense européenne. 78% des Français interrogés (1 001 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas) déclarent qu'une défense européenne commune est possible, mais ils ne sont plus que 48% pour accepter d'y consacrer bénévolement quelques jours par an et seulement 39% approuveraient une « légère augmentation des impôts » pour celle-ci. Vous voyez quand on pose les bonnes questions...

• Selon un rapport du Département d'Etat américain, la France continuerait de vendre des armes à l'Afrique du Sud malgré l'embargo international décrété par les Nations unies en 1977 (de même qu'Israël et quatre autres pays européens).

• Des rumeurs persistantes concernent de plus en plus le transfert du Centre d'expérimentation atomique de l'atoll de Mururoa vers les îles Kerguelen. Vingt-deux ans d'expérimentation ont considérablement endommagé l'atoll de Mururoa qui ressemblerait de plus en plus à un vaste gruyère. Même les militaires commencent à craindre des fuites radioactives dans l'océan. Il est aussi possible que les travaux entrepris sur le site des Kerguelen servent à l'ensevelissement de 250 tonnes de matériaux radioactifs vitrifiés. Quand une « poubelle » est pleine, on en trouve une autre. Ça doit être ce que l'on appelle l'apport culturel français !  
G.H.

**ÉRIC HÉBERT, INSOUIMIS TOTAL  
PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE  
DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 57 JOURS**

C'ÉTAIT presque devenu une tradition, à Thionville (Moselle), que cette « Fête Antibeauf » qui aux premiers jours de chaque mois de juin réunissait, sur la région des vallées usinières de la Fensh et de la Moselle, une partie de la population tentant de vivre autrement en exprimant à haute voix ses différences.

### L'« Antibeauf »

C'est en 1983, grâce à l'initiative d'une jeune association thionvilloise, l'Association de soutien aux objecteurs de conscience (A.S.O.C.), que se déroule à Thionville la première fête. Dans une ambiance de fête, se retrouvent ensemble des écologistes, des antimilitaristes, des antiracistes, des pacifistes, des homosexuels(les), des régionalistes, des anarchistes et tous ceux dont la lutte se place à l'opposé de la mentalité « beauf ».

En 1984, l'A.S.O.C. accueille Jean-Roger Caussimon qui, devant un public relativement jeune, vient chanter ses révoltes et ses espoirs. Cette deuxième fête est l'occasion pour les gens présents de découvrir, à travers les films que leur a consacré Bernard Baissat, la vie et les combats de May Picquery et d'Eugène Bizeau. Le dessinateur Jean-François Batellier est également présent avec ses dessins.

En 1985, c'est le chanteur breton Gilles Servat qui vient chanter à l'« Antibeauf ». Cette année-là, le décor B.D. est de Plantu et le public toujours aussi nombreux (de 500 à 600 personnes) peut rencontrer les associations présentes, et notamment nos amis d'« Avis de Recherche ».

Parallèlement à l'organisation de ces fêtes, l'Association de soutien aux objecteurs de conscience fait pas mal parler d'elle sur la place de Thionville lors des commémorations du 11 novembre et du 8 mai. Manifestations pendant les défilés militaires, dépôts de gerbe au cimetière militaire pour exprimer son refus de la militarisation et de la guerre, etc.

### Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'écrou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-les-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :  
• au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;  
• au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;  
• au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

Comité de soutien (Rouen), B.P. 58, 76160 Darnetal.

Comité de soutien (Paris), c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien (Lille), c/o M.N.E., 23, rue Gosselet, 59000 Lille (réunion le mardi à 18 h).

## FÊTE A THIONVILLE

### Le retour de l'Antibeauf

Toute une série d'actions qui font réagir vivement les autorités militaires, les associations militaristes, et en particulier l'Union nationale des parachutistes, ainsi que la municipalité communiste de Thionville. A tel point qu'en novembre 1983, l'armée menace de ne pas défilé si les « objecteurs » montrent leur nez.

Le 11 novembre 1983, à l'arrivée de la manifestation de l'A.S.O.C. au cimetière militaire, les militaires quittent les lieux en guise de protestation et le lendemain la presse locale titre à la une sur le « Face à face paras-objecteurs de conscience à Thionville ».

### Cette année « Ça va chier »

Cette année, après quelque temps de silence, l'Association de soutien aux objecteurs de conscience revient avec une nouvelle édition de la « Fête Antibeauf ». Une édition qui promet, puisque les vedettes en seront Patrick Font et Philippe Val avec leur dernier spectacle « Ça va chier ».

Egalement au programme une exposition d'affiches antimilitaristes et du théâtre avec une troupe régionale, le Théâtre des Trois-Vallées, et sa version des « Trois petits cochons » où apparaissent

pêle-mêle des porcs, des beaufs, des terroristes chiïtes, Pasqua, des voltigeurs, un prince charmant et la Comédie française.

Présents aussi à cette fête, des représentants de nombreuses associations et, cette année, des membres de Greenpeace. Un rendez-vous à ne pas manquer le samedi 13 juin, à partir de 14 heures, au casino de Thionville. Entrée libre tout l'après-midi, et spectacle en soirée avec Font et Val (entrée : 70 F).

DIOGÈNE

## Le jour de la dernière nuit

DANS quelques instants un flash spécial d'information... C'est le 15 mai, journée internationale de l'objection de conscience. Pour marquer l'événement, des militants de l'U.P.F. consacrent une émission dans le cadre des « Nuits pacifistes » sur Radio-Libertaire à une imposture : « Le jour de la dernière nuit », à la manière d'Orson Welles.

### A cause de la guerre

Ils sont quatre : Gazelle, Luce, Michel Lebaillay, Laurent-Nicolas Tammam et, avec la complicité de quelques militants, ils vont faire trembler Paris entre 1 h et 4 h 30 du matin. Un point de départ : des missiles nucléaires auraient été envoyés, les informations sont confuses, secrètes, mais très alarmantes. En bref, cette nuit, nous allons sûrement mourir. A cause de la guerre.

C'est sur ce double tableau : prétexte semi-vraisemblable, assésé à coups d'interruptions de programme, communiqués, flashes spéciaux, conférence de presse, interviews et documents sonores d'une part, extrapolations autour

des thèmes de la mort, de la guerre, de l'objection d'autre part que s'est bâtie cette nuit pacifiste.

Une réussite. En témoigne la cinquantaine d'appels — la plupart sincèrement paniqués — reçus au studio. La qualité technique, le ton convaincant et l'heure avancée ont plus compté que les invraisemblances volontaires de la mise en scène. Qui a dit que les Français ne craignaient pas la guerre nucléaire ?

La panique n'était pourtant pas l'objectif de l'émission : il s'agissait à partir de ce prétexte de faire réfléchir sur ce qui pourrait très bien arriver demain si l'on ne change pas de politique. Un moyen aussi de parler des réfractaires et en particulier d'Eric Hébert — insoumis emprisonné — sur le thème : lui qui a lutté contre la guerre va peut-être passer la dernière nuit de sa vie en prison. Ceux qui l'ont emprisonné et ceux à qui l'on devra peut-être la mort cette nuit sont les mêmes...

### Quelques réactions

— Ma femme est enceinte, complètement paniquée.  
— Comme on va tous crever,

faudrait peut-être qu'on prévienne les ministres.

— J'ai réveillé mes enfants, ils écoutent, rassurez-moi...

— L'animateur s'est-il fait piéger ?

— Réveillé au milieu de la nuit. Est-ce vrai ?

— Mais vous ne vous rendez pas compte ! Vous êtes fous !

— C'est quoi, ces informations ?

— On ne plaisante pas avec ça. J'ai réveillé mon fils en province !

— C'est vrai ? Parce que mon copain prend l'avion demain, alors l'avion décollera ou pas ?

— Je suis américaine. Vous avez parlé d'un missile tombé à l'Ouest des Etats-Unis. Mais j'ai ma famille là-bas !

— Vous faites le coup d'Orson Welles avec « La guerre des mondes », c'est génial mais c'est risqué dans la situation actuelle.

— J'ai pas envie de revivre l'Algérie moi. J'ai cru, en entendant votre truc, que les bombes allaient tomber sur ma maison.

— Vous n'avez pas le droit. Vous devez arrêter cela. Je vais porter plainte !

Michel LEBAILLY

## « Eric Hébert se fait mousser »

LES actions ponctuelles de soutien à notre compagnon se poursuivent pour tenter de briser le mur du silence que la presse nationale semble vouloir élever à son sujet. L'affiche, dont plusieurs tirages ont été épuisés, sera de nouveau disponible lorsque vous lirez ces lignes. D'autres supports de propagande seront prochainement utilisables : autocollant, nouveau tract dessiné par Tapage nocturne et, bientôt, une carte postale.

Il est toujours nécessaire de harceler par lettres et télégrammes le juge Faure (chargé de l'instruction) et les deux ministères concernés (voir « Soutien, mode d'emploi »), ainsi que d'écrire à notre camarade. Les livres, journaux, revues, etc., doivent plutôt être adressés au comité de soutien lillois qui transmettra à Eric, car la maison d'arrêt de Loos se livre à une « rétention » sélective des ouvrages expédiés.

Nous avons reçu, par ailleurs, un communiqué adressé par le G.I.R.A.U.D. (non, ce n'est certainement pas le ministre de la Défense) qui revendique la mousse apparue dans une dizaine de fontaines parisiennes, dans la nuit du 29 au 30 mai. Nous vous livrons ci-dessous ce texte envoyé à l'A.F.P. :

« Eric Hébert se fait mousser. « Ce samedi 30 mai, les Parisiens ont découvert avec stupéfaction que leurs bassins et fontaines coïncident des bulles. Nous, Groupe international de résistance à l'armée unie et disciplinée (G.I.R.A.U.D.), avons

mené cette action pour réclamer la libération d'Eric Hébert, insoumis total, emprisonné depuis le 10 avril à la maison d'arrêt de Lille. Nous exigeons sa libération immédiate, ainsi que l'arrêt de tous les procès concernant les réfractaires à l'armée.

« Notre action, toute symbolique, doit faciliter l'intrusion de l'armée dans la vie civile. Celle-ci a

l'habitude de nager en eaux troubles (Rainbow Warrior, par exemple) et de laver son linge sale d'une façon discrète (accidents à l'armée, procès de réfractaires, essais nucléaires en Polynésie, etc.). Qu'elle profite, aujourd'hui, de ces bains moussants... pour mener ses actions au grand jour.

« G.I.R.A.U.D. »

Comité de soutien parisien



Prison de Loos-les-Lille, le 16 mai.

NOTE DE LECTURE

« Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau » de Albert Jacquard

**R**ARES sont encore en 1987, les scientifiques qui osent réfléchir un peu plus loin que ce qui est strictement nécessaire à leurs études et se mêler de l'utilisation qui est faite de la science. Aussi, quand cela arrive, on peut penser que cela fait l'effet d'une bombe dans la presse nationale et internationale.

C'est effectivement ce qui se passa lorsqu'un professeur de biologie décida d'arrêter ses recherches sur la procréation artificielle... Mais lorsque le professeur Albert Jacquard, directeur du département de génétique à l'Institut national d'études démographiques, lance un appel : « Pour que les hommes vivent » en faveur d'un arrêt immédiat et général des essais d'armes nucléaires, la presse ne s'en fait guère plus l'écho que s'il s'agissait d'un simple fait divers. Certains appellent cela le « pluralisme de l'information ».

Les préoccupations du professeur Jacquard ne sont pourtant pas des moindres. Il a choisi de nous en entretenir, en toute simplicité, dans un petit livre, *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau*, paru dans l'excellente collection Pointvirgule aux éditions du Seuil.

Cinq milliards d'otages

Le livre commence par un rappel de la merveilleuse aventure qui est celle de la vie sur terre, depuis l'apparition de la première molécule d'A.D.N. jusqu'à l'homme d'aujourd'hui qu'il définit comme « un animal qui a reçu la capacité d'utiliser l'écoulement du temps pour imaginer et réaliser un projet ».

Il s'intéresse ensuite au nombre de ces humains, nombre qui n'a fait qu'augmenter au cours des quatre révolutions démographiques qu'a connu l'humanité depuis ses origines. La dernière en date fut celle issue des progrès phénoménaux de la médecine et de l'hygiène, qui ont fait passer la planète de 800 millions d'habitants au XVIII<sup>e</sup> siècle à 5 milliards en 1987, et 11 milliards en l'an 2100 ! Inutile de dire qu'une telle révolution démographique a entraîné de grands bouleversements dans les mœurs et dans les esprits, et en particulier la crainte des Occidentaux de se voir engloutis sous la vague déferlante des peuples du tiers monde.

Albert Jacquard se fait alors pourfendeur des idées racistes, plus ou moins affirmées, qui sévissent encore aujourd'hui en montrant

l'impossibilité de définir scientifiquement des races humaines... N'étant pas avare de digressions, il en profite pour démontrer l'impossibilité de définir des niveaux de capacités intellectuelles selon les



individus, d'où une condamnation très ferme de nos systèmes d'orientation scolaire ! Le formidable brassage actuel des populations lui apparaît comme une chance pour l'humanité, par l'échange et la confrontation qu'il permet.

Mais le chapitre culminant est bien celui concernant le « possible suicide nucléaire », dans lequel l'auteur ne craint pas d'utiliser des schémas très suggestifs pour nous faire mesurer la démesure d'une poignée d'hommes qu'il nomme les « thanatocrates » (du grec Thanatos, dieu de la mort) et qui possèdent aujourd'hui de quoi détruire 50 fois l'humanité, soit un million de fois la puissance de la bombe qui

détruisit Hiroshima ! Et de dénoncer l'absurdité de l'Initiative de défense stratégique américaine (autrement appelée « guerre des étoiles ») qui mettrait la survie de l'humanité toute entière sous la coupe des ordinateurs. Albert Jacquard reprend alors à son compte la phrase d'Einstein : il faut « opposer à la réaction en chaîne des neutrons, la réaction en chaîne de la lucidité ».

Construire l'humanité

Le livre se termine par un vibrant appel à construire « l'humanité », mot calqué sur celui de « négritude », créé en 1933 par Léopold Senghor pour désigner l'ensemble des apports des civilisations d'Afrique centrale aux civilisations occidentales. « L'humanité, c'est ce trésor de compréhensions, d'émotions, et surtout d'exigences, qui n'a d'existence que grâce à nous et sera perdue si nous disparaissions. »

Un petit livre écrit dans un langage simple, clair, vivant, imagé, de la même veine que *Moi et les autres* paru précédemment dans la même collection, accessible à tous pourvu que l'on sache lire (et c'est peut-être pour cela qu'on en parle si peu !). Un livre à lire donc, à faire lire, de toute urgence, afin « d'empêcher le massacre de l'humanité ».

P. PETIT

Albert Jacquard, *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau*, éditions du Seuil, 25 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

FANZINE

« On a faim ! »

**A**LLELUIA ! Pour la septième fois, *On a faim !* est parmi nous ! O.A.F. ? Comment ? Vous ignorez encore que c'est un des meilleurs fanzines de l'hexagone ? Honte sur vous ! Pour ce n°7, *On a faim !* propose beaucoup de musique, comme toujours : les Bérurier noir, O.T.H., Test Department, Dazibao, Rosa Crux, etc. Des interviews, une pellette d'infos sur tout ce qui bouge sur la scène rock radicale, les disques et les cassettes en préparation, les concerts à venir, les labels indépendants, etc.

Sans oublier, bien évidemment la présence des infos militantes : le soutien à Eric Hébert, otage de l'armée française et toujours détenu pour ses opinions antimilitaristes, un témoignage sur l'enfer du Pavillon 36 qui vient — enfin ! — d'être fermé après que les Bérus aient dénoncé ce qui s'y passait dans une chanson-choq, et une interview du fanzine *Pirates and Co*, un entretien avec Patrick Font et la Compagnie du Châlet... le tout servi par une maquette de plus en plus soignée.

GIL

A commander à On a faim !, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray (12 F, plus 6 F de port) ou à la librairie du Monde libertaire, ainsi que dans toutes les bonnes pharmacies. On a faim !, outre des cassettes, édite également le fantastique album des aventures de « Petit Keupon », qui mesure 7 cm sur 20 et qui vaut 10 F !

PEINTURE

Au Seita, exposition Viani



**D**ÉCIDÉMENT, les amateurs de la peinture réaliste décrivant la misère sociale du XIX<sup>e</sup> siècle ont de la chance. Après l'admirable exposition sur Steinlen à Montreuil, le musée galerie de la Seita présente une rétrospective de l'œuvre du peintre italien Lorenzo Viani (1882-1936), marqué par l'anarchisme et l'antimilitarisme, s'engagea avec enthousiasme durant des années et subit de nombreux procès.

En 1911, avec Alceste de Ambris, il rédigea une brochure contre la guerre intitulée *Alla gloria della guerra*, pour protester contre l'intervention italienne en Libye. Mais il devint, comme Mussolini, interventionniste lors de la guerre de 1914 et abandonna l'anarchisme pour finir sa trajectoire politique à la marge du fascisme.

Sur le point de vue artistique, il fut l'unique exemple de l'expressionnisme italien. Son œuvre, même après son abandon de l'anarchisme, est dédiée à la représentation du monde des quartiers pauvres, mendiants, prisonniers... Une cinquantaine de tableaux, dont *Le vieil anarchiste*, sont exposés jusqu'au 13 juin à la galerie de la Seita. Alors, si vous traînez vos baskets du côté des Invalides, allez y jeter un œil, en plus c'est gratuit : pour une fois que la culture du tabac aide la Culture.

JEAN-MARC (Gr. Fresnes-Antony)

Galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, 75007 Paris. Les quelques renseignements sur Viani sont tirés du dossier « Art et Anarchie » de la revue anarchiste italienne A n°142.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 4 juin

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les voix méconnues du Delta blues, des années 30 à nos jours.  
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : les femmes de l'Amérique du Sud.  
« Si vis pacem » (17 h 30 à 19 h 30) : avec Simon Formann, pour Amnesty international.  
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : les coups de cœur d'un producteur, Philippe Vincent.

Vendredi 5 juin

« 89.4 le matin » (10 h 30 à 12 h 15) : commentaires à chaud et musiques.  
« H. comme hasard » (12 h 15 à 14 h) : les stupros-conducteurs avec Paul Caro.  
« L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : compte rendu du congrès de la Ligue des droits de l'homme.

Samedi 6 juin

« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : relâche (congrès de la Fédération anarchiste).  
« De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h) : Nicolas vous dévoile tous ses secrets !

Dimanche 7 juin

« Hua y guang bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.  
« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : l'athéisme et la croyance au Diable.  
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : musiques de l'Amérique du Sud (surtout du Venezuela).

Lundi 8 juin

« Chronique du lundi » (9 h à 12 h) : revue de presse, commentaires d'actualité et musique.  
« Etrangers d'ici et d'ailleurs » (12 h à 14 h) : quel avenir pour les luttes immigrées, rétrospective du mois de mai.  
« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : contes et nouvelles.  
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : éducation, jeux, enseignement pour une responsabilisation.

Mardi 9 juin

« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.  
« Décapant » (15 h 30 à 17 h) : S.I.D.A. et sidaïques, les nouveaux parias à travers la presse, désinformation et peur.  
« A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : Louis Sala-Molins, auteur du « Code noir », nous racontera comment les Français organisaient et codifiaient l'esclavage.

Mercredi 10 juin

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : la musique « classique moderne » dans les festivals de l'été.  
« Mon nom est personne » (13 h 30 à 17 h) : les problèmes de civilisation.  
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : le S.I.D.A., une rechute après l'émission du 8 avril, avec le professeur Andrieu.  
« Traffik » (20 h 30 à 22 h 30) : la résurgence de « Trisomie 21 » !

CINÉMA

« Histoire du caporal »

**M**AGNIFIQUE film, disons-le tout net. Le contraire des odes guerrières qui envahissent petits et grands écrans. Antoine Combalat, paysan mobilisé en 1914, passe trois ans au front. Trop de bêtises, trop de « saloperies » saturant. De retour au village, pour une permission, il se réfugie dans la montagne où il va survivre de braconnage et de pêche, poursuivi par les gendarmes, incompris de ses pairs... mais heureux.

En dépit de la rigueur de son sujet, *Histoire du caporal* est un film captivant. Les images de la Grande Guerre sont d'une précision et d'une vérité quasi documentaire. Quant aux séquences décrivant la vie errante du déserteur à la limite de la Provence et des Alpes, elles sont remplies d'une vibration qui semble jaillir de la terre.

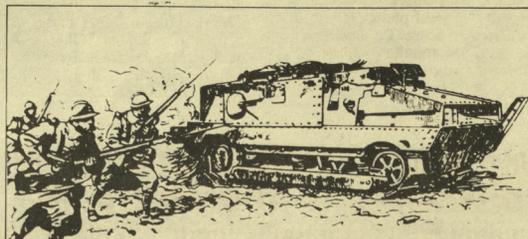
Ce film évoque une des œuvres majeures de la littérature du XX<sup>e</sup> siècle : *Sang noir*, de Louis Guillou. Cette apologie de la désertion fit évidemment scandale dans la presse bien pensante à la sortie du film. Un film terriblement émouvant et réaliste qui vous va droit au cœur.

Un film distribué par les Films du Sémaphore (1) basés à Nîmes. Un distributeur originaire d'Aix-en-Provence, un de ceux qui s'agitent pour créer et faire exister des films rares, de beaux films, et par les temps qui courent cela n'est vraiment pas évident. Une démarche à soutenir, un film à voir absolument.

BRUNO

(Gr. Région-toulonnaise)

Les Films du Sémaphore, 2, rue des Jardins, 30000 Nîmes (tél. : [16] 66.24.00.34).



## NOTE DE LECTURE

# « Goliath, la marche du fascisme »

**L**A note de lecture de l'ouvrage de G.A. Borgese, *Goliath, la marche du fascisme* (éditions Desjonquères, 1986), fait le point sur les origines fondamentales du fascisme et de ses rapports avec la religion et les idées progressistes. Le fascisme italien n'a en effet jamais hésité à puiser, semble-t-il, dans l'idéologie libertaire pour affirmer sa puissance. C'est du moins la thèse de Borgese qui, décortiquée, résiste mal à l'analyse. Mais l'esprit du livre, comme sa matière sont une condamnation de ce que nous convenons d'appeler la plus farouche des idéologies totalitaires.

Comité de rédaction

**L'**INTÉRÊT principal de ce livre c'est que, prenant à contre-pied l'analyse mécaniste purement économiste du phénomène fasciste diffusée par la vulgarité marxiste, il en développe une approche culturelle qui plonge ses racines dans l'histoire italienne.

### Un simple coup d'Etat

« C'est en partant de Dante, de la création — par la puissance mythologique de l'écriture — d'une Italie qui n'existe pas, en passant par Machiavel et par une pensée pervertie du politique, en suivant les péripéties d'un itinéraire culturel où se mêlent, se confondent, s'embrouillent sans cesse les idées de patrie, de nation et des nostalgies d'empire que Borgese reconstruit la genèse d'un pathos mi-passionnel, mi-intellectuel, d'un bouillon de culture à la fois ridicule et tragique dans lequel vont pouvoir naître et prospérer l'ambition grandiose et l'action médiocre du mussolinisme. » (Pierre Lepape, « Le monde des livres », *Le Monde* du 28 novembre 1986).

Il faut également remarquer que ce livre, que le lecteur français découvre en 1986-1987, dans une version très allégée avec une préface d'Etienne et une postface de Sciascia, a été écrit en 1937 alors que l'auteur, ex-journaliste vedette du *Corriere della Sera*, ayant fui aux Etats-Unis la répression fasciste, tentait de tirer le signal d'alarme, pressentant l'inévitabilité de la Seconde Guerre mondiale.

Pour ruiner d'entrée de jeu les prétentions du surhomme fasciste, il nous apprend avec une jubilation non dissimulée que le salut fas-

ciste « choisi au hasard des musées classiques parmi les gestes des orateurs gréco-romains... est en fait un geste d'esclaves. Dans les rues de Grèce et de Rome, les citoyens libres se tendaient en effet la main, à moins qu'ils ne se saisissent mutuellement le poignet, tandis que l'esclave s'il rencontrait son maître, saluait assurément du bras droit levé, afin de montrer que sa main était désarmée » (p. 48).

Ensuite, tout en insistant sur le passé révolutionnaire de Mussolini, il démontre que le fascisme conduit non pas à son prolongement de l'ordre établi mais à son renversement. « Le fascisme n'avait point été une révolution mais un simple coup d'Etat dirigé par l'armée, appuyé par la monarchie et bien vu des pouvoirs ecclésiastiques. » (p. 92). Le maintien de l'ordre va dévoluer, au-delà de l'antagonisme de surface, à savoir le paganisme de l'idéologie fasciste, la solidarité profonde de l'Eglise afin de conserver le monopole de la Pensée, gage du Pouvoir.

### Le fascisme et l'Eglise

En effet, s'il pose en prémisse que « la théorie fasciste du gouvernement et de la guerre opposait à la morale, à la foi chrétienne, un défi plus brutal que jamais on n'en avait porté. Il semblait que les deux pouvoirs dussent se livrer une lutte à mort. » (p. 112), il conclut de façon éclatante que « la théorie autoritaire du fascisme jouait le jeu de l'autoritarisme catholique ».

Il était clair que le Grand Conseil du fascisme n'était qu'une imitation du Sacré Collège, que les règles pour la succession du Duce étaient analogues à celles selon lesquelles on choisissait les papes ; que la structure fondamentale de l'Etat fasciste se trouvait si l'on voulait bien chercher, non point dans la République de Platon, dans l'oligarchie vénitienne, mais bien dans la hiérarchie catholique. Cette attaque merveilleuse contre la démocratie et la liberté de penser... cela avait été Pie IX, le pape du Syllabus qui, fermement établi sur le terrain de la tradition, avait donné l'exemple... Dans un moment de joie irrépressible, Pie XI devait l'embrasser (Mussolini) en esprit et l'appeler « l'homme envoyé par la Providence. » (p. 115-116).

Pas de liberté de penser : mieux, le simple fait de penser autrement, sans même qu'il y ait passage à l'acte, sera tenu pour criminel et jugé comme tel. « Sous l'œil tolérant de l'Eglise, cette hérésie selon laquelle l'imagination est



aussi grave que l'action, l'intention que le fait, cette hérésie devint l'un des dogmes de l'Etat fasciste. » Et Schirru — en juin 1931, tout comme Sbardelotto l'année suivante — en sera l'application concrète ; arrêté sous l'inculpation d'avoir songé à tuer Mussolini, « pour avoir confessé cette pensée, il mourut devant le peloton d'exécution ». C'est là l'essence même du pouvoir totalitaire ; inquisition catholique, marxisme-léninisme et fascisme en sont la Trinité.

### Le passé de Mussolini

Mais ce que ne dit pas Borgese à propos de Schirru, c'est que ce dernier était anarchiste. Oubli inconscient ou délibéré ? On peut se poser la question car le facteur Schirru brouille la démonstration de Borgese qui persiste à croire et à nous faire croire que même une fois au pouvoir Mussolini se définit toujours comme anarchiste ! S'il est exact que dans sa prime jeunesse, Mussolini fut en contact avec les idées anarchistes sous l'influence de son père, il entra très vite au Parti socialiste, dont il devait devenir avant la guerre de 14-18 l'une des figures dominantes en tant que rédacteur en chef de l'*Avanti!*

Et Borgese commet tout d'abord un erreur historique lorsque, évoquant la Semaine rouge de juin 1911, il prétend que « Mussolini, avec son collaborateur intime, l'anarchiste Malatesta, voulait que l'émeute et la révolution se répandissent dans l'Italie centrale, brisant ainsi l'épine dorsale de l'Etat (le chemin de fer Rome-Milan), ce qui lui permettait de mettre la nation dans sa poche. » (p. 65).

En réalité, la Semaine rouge eut pour origine à Ancône le 7 juin une manifestation antimilitariste — la population étant sensibilisée par une campagne lancée pour libérer deux soldats opposés à la guerre en Libye, Masetti et Moroni, anarchistes emprisonnés depuis 1911 — à l'instigation de Malatesta et soutenue par les socialistes (et non le contraire), menés d'ailleurs non pas par Mussolini mais par Nenni. « Elle ne fut pas un mouvement préparé et voulu ; elle arriva soudain comme réaction spontanée d'un peuple farouche contre la provocation insensée et sanglante de la force publique » (Errico Malatesta, *Articles politiques*, Editions 10-18, p. 264).

### Fascisme et anarchisme

Qualifier Malatesta de « collaborateur intime » de Mussolini prête d'autant plus à sourire lorsque, quelques mois plus tard, alors que Mussolini « accepte pour fonder son journal personnel l'argent que lui donnait le gouvernement français » (p. 62) (1), Malatesta — dans un article retentissant et prémoniteur paru dans la revue anglaise *Freedom* de novembre 1914 (in *Malatesta, life and ideas*, de Vernon Richards, éditions Freedom Press, p. 243) — renvoie dos à dos « la réaction et le

militarisme allemand et une domination knouto-capitaliste russo-anglaise ».

Il annonce une guerre de longue durée, au coût énorme en vies humaines et en richesse, qui laissera les deux camps exsangues, sans résoudre quoi que se soit, « laissant la porte ouverte à une nouvelle guerre encore plus meurtrière ». Tout en prônant le refus de tout compromis pour tous les socialistes (anarchistes et autres) avec les gouvernements et les classes possédantes, il souhaite la défaite de l'Allemagne mais uniquement parce qu'à son sens, étant donné la situation, c'est là qu'éclatera la révolution.

Surtout, au-delà de l'anecdote selon laquelle « jadis couleur de l'anarchisme terroriste, le noir devenait couleur du nationalisme anarchique » (p. 40), Borgese commet un véritable contresens en affirmant que le Mussolini fasciste est resté un émule de Stirner. Il « ne modifia point son attitude à l'égard de la vie. Il resta ce qu'il était : un anarchiste. Non certes selon une théorie intellectuelle commandant une action qui tendrait à la libération — futile utopique — de l'humanité toute entière. Non : une impulsion instinctive, torturante, le désir de libérer l'Unique. L'historien fasciste Volpe signale, parmi les ouvrages que lut le jeune Mussolini, l'Evangile anarchiste de Max Stirner. Certes il l'avait lu avec quelle intensité et le sens qu'il en avait tiré, il l'avait transfusé dans son propre sang. » (p. 74).

Sans s'appesantir sur la métaphore religieuse — Evangile, transfusion du sang —, rien dans son œuvre ne permet d'amalgamer Stirner avec le fascisme stalinien : « Stirner est d'abord fondamentalement socialiste et souhaitait la révolution sociale, mais étant sincèrement anarchiste, son prétendu "Egoïsme" constitue la protection, la défense qu'il juge nécessaire de se donner contre le socialisme autoritaire et contre tout étatsisme qui aurait pu être introduit dans le socialisme. Son "Egoïsme" est l'initiative individuelle ; son "Verein" est l'association libre qui réalise des buts, mais sans se transformer en organisation, en société.

Sa « méthode » est avant tout la désobéissance, le refus individuel et collectif de l'autorité, et le groupement volontaire si la situation l'exige. C'est la vie libre se substituant à la vie contrôlée et organisée par les usurpateurs de la propriété. » (Max Nettlau, *Histoire de l'anarchie*, éditions Cercle et Têtes de Feuilles, p. 70). On ne saurait être plus clair !

Toutefois, en conclusion de son ouvrage, tout en persistant dans son confusionnisme lexical en estimant qu'une des fins du fascisme c'est « de vouloir de sang-froid l'anarchie dans le monde moral », c'est avec une grande force de conviction que Borgese en dénonce l'exaltation perverse de la destruction comme fin en soi, et espère que « le vouloir et l'imagination des hommes leur permettront de préparer une nouvelle société... d'où naîtra une fraternité nouvelle. »

### GANDINI

(1) Parmi les intermédiaires, un partisan de l'Union sacrée... Marcel Cuchin, futur membre éminent du Parti communiste français (N.d.R.). Les initiales sont de la rédaction (N.d.R.).



Le salut de l'esclave.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.